

# La révolte de 1936-1939 en Palestine

---

**THE 1936 - 39 REVOLT  
IN PALESTINE**



---

**GHASSAN KANAFANI**  
PUBLISHER: COMMITTEE FOR DEMOCRATIC PALESTINE

*Ghassan Kanafani*

**1972**

*Celui qui dit que nous sommes la génération de la révolution se trompe  
Nous sommes plutôt la génération qui va lui donner vie.  
(G. Kanafani)*

## **Préface du traducteur/éditeur**

**Pourquoi** traduire un texte sur la Palestine ? Parce que la Palestine, c'est une question qui mêle de manière particulièrement complexe tout un tas de problématiques politiques. C'est à la fois le colonialisme, l'emprisonnement massif, les tentatives d'autogestion des colons juifs dans leurs Kibboutz, la mauvaise conscience occidentale à propos de l'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre, le retour du religieux de nos jours, la lutte armée des années 70 et le terrorisme actuel, la question du nationalisme et des états en général, la liberté de circulation et les frontières, ... La Palestine, ça ressemble des enjeux fondamentaux nombreux et profondément interconnectés. Ça interroge, ça bouscule et ça fait réfléchir. Comme le dit Kanafani dans le texte, la Palestine, c'est « *cette grande quantité de facteurs interconnectés qui vont être plus tard être simplifiés sous le nom de "problème palestinien"* ». La Palestine, c'est un aussi un endroit qui respire l'histoire et la vie, et un peuple incroyablement fort et ingénieux, qui lutte depuis plus de 80 ans. On aurait pu croire qu'illes auraient renoncé-e-s avec le temps, mais non.

**Pourquoi** traduire *ce* texte parlant de la Palestine ? Parce qu'il est écrit par Ghassan Kanafani, brillant écrivain et militant politique palestinien. Il est né en 1936 (l'année de commencement de la révolte dont il parle ici) à St-Jean d'Acre, ville faisant alors partie de la Palestine Mandataire, sous gouvernement britannique depuis la fin de la Première Guerre Mondiale et la chute de l'Empire Ottoman qui dominait auparavant la région. Lui et ses parents deviendront des réfugiés en 1948, lors de la Nakba (النكبة [nakba]: la *catastrophe* en Arabe), la guerre israélo-arabe de 1948 qui va amener l'établissement de l'état d'Israël et l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens de leurs terres, de leurs villages et de leurs villes. Passant par le Liban et la Syrie, Kanafani était donc un de ces fameux *réfugiés palestiniens*. En 1967, il rejoindra le *Front Populaire de Libération de la Palestine*, groupe politique issu du *Mouvement Nationaliste Arabe*, force politique importante des pays arabes de l'époque, soutenue par Nasser, le dirigeant égyptien, héros du combat pour l'indépendance arabe. Le FPLP va se séparer d'un MNA en train de se diviser de plus en plus, devenant un mouvement marxiste focalisé essentiellement sur la question palestinienne. Kanafani va jouer un rôle important dans le FPLP, rédigeant son premier programme en 1969, où le FPLP affirmera son marxisme et sa vision de la prépondérance de la lutte armée dans la lutte palestinienne. Kanafani ne cessera jamais d'être un militant jusqu'à son assassinat par le *Mossad*, les services secrets israéliens, le 8 juillet 1972. Sa nièce et lui furent tué-e-s par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. Pendant toute sa vie, au delà des textes politiques, il écrivit des nouvelles et des romans, ainsi que des essais critiques sur la littérature et même une histoire de la littérature palestinienne sous l'occupation israélienne. Il fait partie maintenant des auteurs arabes commençant à gagner une petite reconnaissance dans les pays européens, particulièrement pour son roman رجال في الشمس [rijal fil shams] (« *des hommes au soleil* »), incroyable description du quotidien absurde des réfugiés palestiniens dans les années 60, commençant à être traduit dans plusieurs langues (bien évidemment pas en français).

**Mais pourquoi** *ce* texte de Ghassan Kanafani ? Parce que ce texte parle (comme son titre l'indique) de la révolte arabe de 1936-39, puissant mouvement populaire de grève, de

résistance armée et de désobéissance civile qui va se répandre pendant trois ans dans toute la Palestine. Il faudra attendre 50 ans, pour voir, en 1987, éclater un mouvement similaire, qu'on appellera la *première intifada* (الانتفاضة [intifada]: *soulèvement*). La première intifada, ce sont les images de mêmes palestiniens s'opposant aux chars d'assaut israéliens avec des pierres, celles qui vont devenir associées à la Palestine dans nos têtes occidentales. Mais, d'une certaine manière, la première intifada, c'était cette révolte arabe de 1936: dès 1936, il y avait une révolte massive, traversant toute la société palestinienne, contre le colonialisme occidental étrangement incarné dans le sionisme, dans ce qui deviendra l'état d'Israël. Ce texte parle de cette révolte et l'analyse, du point de vue marxiste de Kanafani, tente d'en expliquer la dynamique, quantifie les forces sociales qui étaient en jeu à ce moment-là, et dessine une explication de cet événement. C'est là que ce texte de Kanafani est éclairant: il permet de se rappeler que l'enjeu autour de ce bout de terre qu'est la Palestine n'a pas commencé en 1948, après le génocide des Juifs par les Nazis. En réalité, dès les années 20, dès l'arrivée massive de colons juif-ve-s *sionistes*, c'est-à-dire de colons juif-ve-s souhaitant établir un état Juif en Palestine, indépendamment de la volonté des autochtones, même pas encore appelé-e-s palestinien-ne-s. Il rappelle aussi que ce qui est en jeu en Palestine est une colonisation, une colonisation britannique que Kanafani décrit comme passant le relais au sionisme pour maintenir la domination sur les Arabes de Palestine. D'où la référence marxiste et anti-coloniale de la lutte palestinienne de l'époque (c'est aussi le langage du révolutionnaire algérien Frantz Fanon, dans *Les damnés de la terre* en 1961). D'où aussi la lutte armée, mode de lutte qui avait amené à la victoire en Egypte ou en Algérie, par exemple. De nos jours, pour parler de la Palestine, la référence à l'Afrique du Sud est souvent faite. Là encore, ce texte de Kanafani rappelle la base de cette analogie: dans les deux cas, on a affaire à un colonialisme occidental ayant passé le relais plus ou moins volontairement à une élite coloniale locale qui va se rendre indépendante du pays de départ par la guérilla. Comme les Afrikaners blanc-he-s d'Afrique du Sud, les Juif-ve-s se retrouveront colonisatrice-s sans possibilité de retour en arrière, sans pays vers lequel revenir. Colonialisme donc, mais colonialisme différent du colonialisme britannique en Inde ou français dans les pays du Maghreb. Plus profondément, Kanafani fait ressortir les facteurs qu'on trouve toujours et encore dans le conflit palestinien: importance de moyens d'actions radicaux (lutte armée, ...), forte présence paysanne, double jeu des pays arabes environnants, mélange de nationalisme social et religieux, intervention occidentale prépondérante, faiblesse de la gauche juive qui deviendra plus tard gauche israélienne, entrelacement de la question coloniale et de la question de l'industrialisation capitaliste, ... Le texte de Kanafani a été publié en 1972, peu avant la mort de Kanafani et a probablement été rédigé pendant la fin des années 60, mais il parle encore des questions fondamentales que soulève la lutte palestinienne ici et maintenant. En tout cas je crois, et c'est en tout cas pour ce que je traduis.

**Ce texte** est aussi un plongée dans la Palestine d'avant l'état d'Israël, et on suit des noms d'hommes, de femmes et de villages sur tout le territoire palestinien tel qu'il était avant le grand bouleversement de 1948. On y croise quelques personnalités connues, et on y croise aussi des villages qui ont depuis été détruits, vidés de leur population, renommés, ou tout simplement intégrés de force à l'état d'Israël.

**Et pourquoi** une nouvelle traduction alors qu'une autre existait déjà ? Ce texte est écrit au départ en arabe. Une traduction en anglais avait été faite en 1972 par un *Comité pour une Palestine Démocratique* et publié en brochure. De nos jours, la traduction anglaise peut être trouvée sur internet, ici: [The 1936-1939 Revolt in Palestine by Ghassan Kanafani](#)

A partir de cette version anglaise (les traducteurices arabes-français étant malheureusement

forts rares), une version en français a été réalisée par la *Fondation Culturelle Ghassan Kanafani*, et mise sur internet par l'équipe du site marxists.org, ici: [G. Kanafani: La révolte arabe de 1936-39 en Palestine - Janvier 1972](#)

Je n'aimais pas tellement la traduction disponible précédemment en français, je la trouvais souvent trop littérale, et j'espère avoir réalisé ici une traduction plus lisible, dans la limite de mes compétences. Une autre raison de cette nouvelle traduction réside dans le fait que la traduction française conserve les notes originales de la traduction anglaise (j'imagine qu'il s'agit aussi des notes de la version originale arabe, mais je ne peux pas vérifier): le problème, c'est que la plupart de ces notes font référence à des textes introuvables dans des pays occidentaux, jamais traduits en français, ou épuisés depuis longtemps. Par conséquent, je trouvais que cette traduction manquait énormément de contextualisation.

Globalement, il y a plusieurs sources pour les citations se trouvant dans le texte de Kanafani:

- le rapport d'une commission royale britannique (la commission Peel), contenant de nombreux témoignages arabes sur la situation en Palestine en 1938, ainsi que des chiffres précis sur la question
- des archives de différentes organisations palestiniennes
- des ouvrages d'historiens juifs et arabes sur la question palestinienne
- des revues universitaires ou politiques arabes

Les archives du Parti Communiste Palestinien sont inaccessibles, et il est donc difficile d'y plonger pour retrouver les références de Kanafani. La plupart des ouvrages historiques cités n'ont jamais été disponibles en français, et sont relativement difficiles à trouver de nos jours en anglais. Les revues ne sont pas non plus accessibles de manière aisée. Le rapport de la commission Peel a été diffusé et publié à l'époque dans les pays arabes au vu de l'intérêt autour de la question, mais il est difficile d'y avoir encore accès, à moins de plonger dans les archives du gouvernement britannique.

Par contre, il est possible de retrouver beaucoup des chiffres de la commission royale britannique cités dans des ouvrages récents (et en français) sur la question de Palestine. Même chose pour la trame historique que décrit Kanafani, qui n'amène pas des informations renversantes ou très contestables du point de vue factuel. Pour l'essentiel, j'en ai utilisé deux:

- *Victimes, histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, de Benny Morris, un historien israélien moderne, qualifié de révisionniste, c'est-à-dire qui s'est replongé dans l'histoire du sionisme pour produire des points de vue peu entendus en Israël à l'époque.
- *La question de Palestine*, tome 2, de Henry Laurens, gros pavé de référence d'un historien français spécialiste du sujet, qui a fait des cours là-dessus au Collège de France pendant quelques années.

Je n'ai donc pas gardé les notes originales du texte, c'est qui est affreux d'un point de vue universitaire, mais elles sont toujours disponibles dans les traductions que j'ai citées plus haut, pour ceux que ça intéresse. J'ai essayé de parsemer de notes explicatives que je pensais pertinentes pour un lecteur français moderne.

Ce texte est donc une traduction, forcément imparfaite, faite par un non-spécialiste, sur la base d'un texte qui était déjà lui-même une traduction. Un peu de tolérance et de

bienveillance est donc nécessaire face à tout ça.

Ma dernière remarque sera que le texte n'est pas féminisé. Le texte de départ de Kanafani ne l'était assurément pas, j'ai donc choisi de ne pas féminiser ma traduction. Mes notes sont, par contre, censées l'être. Si un terme ne l'est pas, c'est que j'ai oublié.

La diffusion de cette traduction est bien évidemment libre et fortement encouragée si elle vous plaît.

– murmures at riseup point net / murmures.noblogs.org



# **La révolte arabe de 1936-39 en Palestine**

# Introduction

De 1936 à 1939, le mouvement révolutionnaire Palestinien a subi un échec sérieux face à trois ennemis différents, ennemis qui vont par la suite constituer la principale menace pesant sur ce mouvement nationaliste en Palestine dans tous ses développements ultérieurs: l'élite réactionnaire locale, les gouvernements des états arabes entourant la Palestine et l'ennemi sioniste-impérialiste. La présente analyse va se focaliser sur les structures respectives de chacune de ses trois forces et sur les relations dialectiques existant entre elles.

L'intensité particulière de l'expérience nationaliste palestinienne, qui a émergée en 1918 et a été accompagnée par la lutte armée sous différentes formes, ne s'est pas reflétée dans la structure dirigeante du mouvement national palestinien, qui est resté sous le contrôle d'une direction essentiellement religieuse et féodale. Ceci est principalement dû à deux facteurs interdépendants:

1. L'existence et la force du mouvement sioniste<sup>1</sup>, qui a donné au problème nationaliste la prédominance sur les contradictions sociales. L'impact de ce problème a été profondément ressenti par la masse des Arabes Palestiniens, principales victimes de l'invasion sioniste soutenue par l'impérialisme britannique.
2. L'existence de conflit d'intérêts significatifs entre les élites religieuses-féodales locales et l'impérialisme britannique:<sup>2</sup> il a été le plus souvent dans l'intérêt de la classe dirigeante de soutenir et d'impulser un certain degré de lutte révolutionnaire plutôt que de s'allier complètement avec le pouvoir impérialiste, comme il aurait été logique pour elle de le faire en l'absence de ce conflit d'intérêt. Les impérialistes britanniques ont préféré prendre les sionistes comme alliés.

Ces deux facteurs ont donné à la lutte du peuple palestinien des caractéristiques bien particulières qu'on ne retrouve pas dans les autres luttes nationalistes arabes en dehors de la Palestine. Par conséquent, la classe dirigeante traditionnelle a participé à une forme très avancée d'action politique, la lutte armée, ou l'a au minimum toléré; elle a lancé des mots d'ordres progressistes et a, au final, malgré sa nature réactionnaire, joué un rôle dirigeant positif durant cette phase critique de la lutte nationale palestinienne. Il faut néanmoins aussi expliquer comment cette direction féodale-religieuse a pu rester à la tête du mouvement nationaliste pendant si longtemps (jusqu'en 1948). La transformation de la structure économique et sociale de la Palestine, se déroulant à un rythme accéléré, a principalement eu lieu dans le secteur juif, ceci au détriment de la petite et moyenne bourgeoisie palestinienne, mais aussi au détriment de la classe ouvrière arabe. Le passage d'une société quasi-féodale à une société capitaliste est allé de pair avec une concentration de plus en plus forte du pouvoir économique entre les mains des sionistes, et donc, entre les mains de la société juive de Palestine. Ainsi, on peut remarquer que les arabes Palestiniens partisans de la conciliation avec le sionisme, se manifestant dans les années 30, n'étaient pas des propriétaires terriens ou des paysans riches mais des membres de la grande bourgeoisie urbaine dont les intérêts se

---

1 Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le mouvement sioniste est un mouvement nationaliste Juif, qui va naître dans la seconde moitié du XIXème siècle en Europe, sous la plume de Théodor Herzl, un juif Hongrois. C'est ce mouvement qui va lancer l'émigration juive massive vers la Palestine dont va parler Kanafani ici, émigration qui va mener à la création de l'état d'Israël moderne en 1948.

2 En 1936, la Palestine est sous contrôle britannique. C'est le cas depuis la fin de la Première Guerre Mondiale, qui a vu s'écrouler l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne et de l'Autriche, dont les vainqueurs, France et Angleterre vont se partager la dépouille. La domination britannique s'était faite sous mandat de la Société des Nations, un ancêtre de l'ONU, d'où le nom de gouvernement mandataire qui est parfois donné au gouvernement colonial britannique de l'époque.

rapprochaient de plus en plus des intérêts de la bourgeoisie juive en pleine expansion. En contrôlant le processus d'industrialisation, cette dernière créait ainsi des agents à son service.

En parallèle, les pays arabes voisins de la Palestine jouèrent deux rôles contradictoires. Alors que le mouvement pan-arabe<sup>3</sup> de masse permettait de cristalliser l'esprit révolutionnaire des masses palestiniennes (puisque une relation dialectique existait entre les luttes palestiniennes et les luttes arabes plus globales), les gouvernements arabes mettaient, eux, toute leur énergie à freiner et à affaiblir le mouvement de masse palestinien: le conflit palestinien qui se radicalisait risquait d'amener le développement de luttes plus radicales dans les pays arabes avoisinant, créant ainsi un potentiel révolutionnaire que les classes dirigeantes de ces pays ne pouvaient pas ignorer. Ces classes dirigeantes arabes se retrouvèrent donc forcées de soutenir l'impérialisme britannique face à la classe dirigeante palestinienne, étant donnée que cette classe dirigeante était à la tête du mouvement nationaliste palestinien.

L'alliance entre les impérialistes britanniques et les sionistes se renforça pendant ce temps: la période 1936-1939 a ainsi non seulement vu la cristallisation du caractère militariste et agressif de la société coloniale que le sionisme avait implanté solidement en Palestine, mais aussi l'endigement et finalement la défaite de la classe ouvrière palestinienne, ce qui aura des effets majeurs sur le développement futur de la lutte. Pendant cette période, le sionisme a réussi à empêcher le développement d'un mouvement ouvrier juif progressiste et d'une solidarité prolétarienne juive-arabe, en collaboration avec le pouvoir mandataire. Le Parti Communiste Palestinien se retrouva complètement isolé parmi les travailleurs, aussi bien juifs qu'arabes, et la Histadrut<sup>4</sup> réactionnaire devint la force dominante du mouvement ouvrier juif. L'influence des forces progressistes arabe dans les fédérations syndicales d'Haïfa<sup>5</sup> et de Jaffa<sup>6</sup> diminua, laissant ainsi le champ libre aux directions réactionnaires qui purent donc monopoliser l'action politique.

---

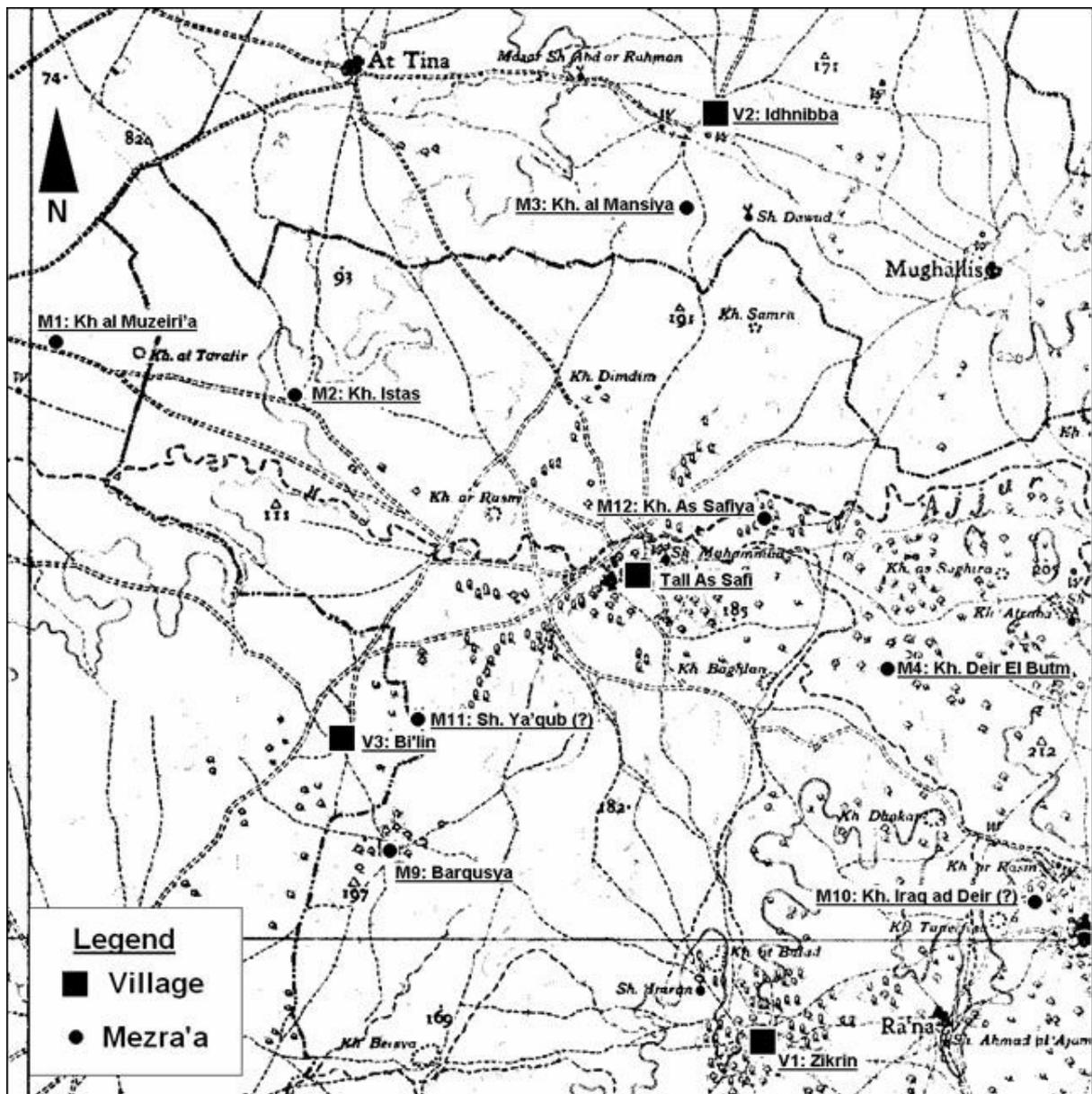
3 Les mouvements pan-arabes étaient des mouvements nationalistes arabes se développant à l'époque, dont le nationalisme ne portait pas sur une nation précise (Iraq, Égypte, ...), mais sur une grande nation arabe unie sur toute la région. Ils vont disparaître progressivement dans les années 50/60 quand des états issus de la décolonisation vont commencer à s'établir au Moyen-Orient.

4 Syndicat ultra-majoritaire juif (une vraie institution), avant, mais aussi après l'établissement de l'état d'Israël. Une sorte d'équivalent de la CGT, en plus massif.

5 Port de commerce du nord de la Palestine, aujourd'hui en Israël.

6 Port de commerce principal, se trouvant au centre de la Palestine. De nos jours, c'est devenu un quartier de Tel-Aviv, la capitale israélienne, qui a absorbé le vieux port palestinien.

# Le contexte





## 1. Le contexte ouvrier

L'immigration juive vers la Palestine n'était pas seulement une question morale ou nationale: elle avait des conséquences directes sur la situation économique des populations arabes de Palestine, touchant principalement les paysans petits et moyens, les travailleurs et certains secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie. La nature nationale et religieuse de l'immigration juive aggravait encore les répercussions économiques.

Entre 1933 et 1935, 150 000 juifs ont immigré en Palestine, amenant la population juive du pays à un total de 443 000 personnes (soit 29,6% de la population totale). De 1926 à 1932, le nombre moyen annuel d'immigrants était de 7 201; il passa à 42 985 entre 1933 et 1936 sous l'effet des persécutions nazies en Allemagne: 9 000 juifs allemands entrèrent en Palestine en 1932, 30 000 en 1933, 40 000 en 1934 et 61 000 en 1935, trois quarts de ces nouveaux arrivants s'installant dans les villes. Le nazisme poussait les juifs hors d'Allemagne en les terrorisant tandis que le capitalisme "démocratique", en coopération avec le mouvement sioniste, renvoyait un grand nombre de migrants juifs en Palestine: sur 2 562 000 juifs fuyant les persécutions nazies, les États-Unis n'en ont accepté que 170 000 (soit 6,6%), le Royaume-Uni 50 000 (soit 1,9%), tandis que la Palestine en reçut 8,5% et que 1 930 000 (soit 75,2%) trouvèrent refuge en URSS. L'impact économique énorme de l'immigration en Palestine peut être pleinement imaginé quand on remarque qu'un relativement large pourcentage de colons juifs étaient des détenteurs de capital: 3 250 en 1933 (11%) pouvaient être considérés comme tels, 5 124 (12%) en 1934 et 6 309 en 1935, soit 10%<sup>7</sup>.

D'après les statistiques officielles, 1 370 des migrants juifs étant entré en Palestine en 1932 et 1936 (avec 17 119 personnes à charges) possédaient 10 000 LP<sup>8</sup> ou plus; 130 000 étaient officiellement inscrits comme étant à la recherche d'un emploi ou comme étant à charge de migrants déjà installés. En d'autres termes, l'immigration ne débouchait pas seulement sur une concentration du capital juif européen en Palestine permettant de prendre le contrôle du processus d'industrialisation, mais elle fournissait aussi un prolétariat juif permettant d'atteindre ce but: la politique initiée par le mot d'ordre "travail juif uniquement" allait entraîner de graves conséquences, puisqu'elle amena l'émergence rapide de tendances fascistes dans la société des colons juifs.

Une autre conséquence de l'immigration fut le développement d'une compétition féroce entre

<sup>7</sup> Beaucoup des chiffres de cette section peuvent être retrouvés dans le livre de Benny Morris que je cite dans ma préface, chapitre IV sur « La révolte arabe », pages 140-141.

<sup>8</sup> LP: Livre Palestinienne, monnaie utilisée en Palestine mandataire.

les prolétariats juifs et arabes de Palestine, et entre les paysans, les fermiers et les travailleurs agricoles arabes et leurs concurrents juifs. Ce conflit s'étendit aussi aux classes supérieures, quand les petits propriétaires arabes et la moyenne bourgeoisie urbaine réalisèrent que leur intérêts étaient menacés par l'expansion du capital juif.

Les juifs contrôlaient, par exemple, en 1935, 872 des 1 212 compagnies industrielles de Palestine, employant 13 678 travailleurs, le reste, contrôlé par des arabes de Palestine, employant environ 4 000 personnes. Les investissements juifs représentaient 4 391 000 LP par rapport au 704 000 LP d'investissements des arabes de Palestine dans l'industrie; la production juive atteignait 6 000 000 LP, alors que celle des firmes arabes n'étaient que de 1 545 000 LP. Mieux, le capital juif contrôlait 90% des concessions accordées par le gouvernement mandataire britannique, représentant 5 789 000 LP en investissements et fournissant du travail à 2 619 travailleurs.

Un recensement officiel de 1937 indique que le salaire moyen d'un travailleur juif était de 145% supérieur à celui d'un travailleur arabe palestinien (jusqu'à 433% supérieur dans les industries textiles employant des femmes juives et arabes, ou 233% supérieur dans les fabriques de tabac): « *en juillet 1937 le salaire réel d'un travailleur palestinien avait chuté en moyenne de 10%, tandis que celui d'un travailleur juif avait augmenté de 10%* ».

Cette situation entraîna un effondrement presque total de l'économie arabe de Palestine, menaçant principalement les travailleurs arabes palestiniens. Dans un rapport de la commission royale Peel<sup>9</sup>, George Mansour, secrétaire de la fédération des travailleurs arabes palestiniens de Jaffa, indiqua que 98% des travailleurs arabes en Palestine avaient un niveau de vie « *bien en dessous de la moyenne* ». En faisant une étude sur 1 000 travailleurs de Jaffa de 1936, la fédération découvrit que 57% des travailleurs arabes touchaient moins de 2,75 LP (sachant que le minimum nécessaire pour faire vivre une famille était de 11 LP); 12% touchaient entre 2,75 et 4,250 LP; 12% entre 4,250 et 6 LP; 4% entre 6 et 10 LP; 1,5% entre 10 et 12 LP; et 0,5% entre 12 et 15 LP.

Quand le gouvernement mandataire refusa à 1 000 chômeurs de Jaffa le droit de manifester le 6 juin 1935, la fédération prévint le gouvernement qu'à moins que leurs problèmes ne soit résolu, « *il devrait bientôt donner aux travailleurs soit du pain, soit des balles* ». Un soulèvement semblait de plus en plus imminent à mesure que la situation des travailleurs se dégradait.

George Mansour (un ancien membre du Parti Communiste) fournit des exemples frappants de cette dégradation dans son témoignage auprès de la commission Peel: il y avait, à la fin de 1935, 2 270 personnes au chômage rien que dans la ville de Jaffa, sur une population totale de 71 000. Mansour avança cinq raisons à ce taux de chômage élevé, quatre de ces raisons étant directement connectées à l'immigration juive: premièrement l'installation de nouveaux immigrés, deuxièmement les migrations urbaines, troisièmement le licenciement de nombreux travailleurs arabes, quatrièmement la dégradation de la situation économique et enfin cinquièmement la politique discriminatoire du gouvernement mandataire en faveur des travailleurs juifs.

Sur une période de neuf mois, 41 000 nouveaux travailleurs se sont affiliés à l'Histadrut. D'après un article publié dans le numéro 3460 de la revue Davar, les travailleurs Histadrut étaient au nombre de 115 000 à la fin de juillet 1936; un rapport officiel du gouvernement datant de 1936 avait estimé leur nombre à 74 000 à la fin de 1935.

La politique de licenciement des travailleurs arabes palestiniens des compagnies et des institutions contrôlées par le capital juif déclenchait des affrontements violents. Un nombre considérable (6 214) de travailleurs arabes palestiniens étaient employés sur les quatre

<sup>9</sup> La Commission Royale Peel était une commission d'enquête créée après l'éclatement de la révolte en 1936, par le Parlement britannique, pour enquêter sur la situation en Palestine. Elle interrogera des arabes et des juifs pendant quelques mois, avant de proposer en 1937, dans son rapport final, une partition en deux de la Palestine, sur des lignes assez proche de ce que l'ONU proposera en 1948.

colonies juives de Malbis, Dairan, Wadi Hunain et Khadira<sup>10</sup> en février 1935. Après six mois, ce chiffre n'était déjà plus que de 2 276, et après un an, il n'y avait plus que 617 arabes palestiniens travaillant dans ces colonies. Des attaques contre les palestiniens eurent aussi lieu. Par exemple, une communauté juive força un contractant arabe et ses employés à abandonner leur travail sur l'immeuble Brodski en construction à Haïfa. Ceux perdant systématiquement leur travail étaient les travailleurs paysagistes, les ouvriers de la cigarette, les maçons, les employés dans la construction, ... Entre 1930 et 1935, les exportations de l'industrie de la perle arabe en Palestine tombèrent en valeur de 11 532 LP à 3 777 LP par an. Dans la seule ville d'Haïfa, le nombre d'usines de savon arabe tomba de 12 en 1929 à 4 en 1935. En terme de valeurs, leurs exportations passèrent de 206 659 LP en 1930 à 79 311 en 1935. Il semblait évident que le prolétariat arabe devenait « *victime du colonialisme britannique et du capital juif, le premier portant la responsabilité principale [de cette dégradation]* ».

Yehuda Bauer<sup>11</sup> écrit : « *A la veille des troubles de 1936, la Palestine était probablement le seul pays du monde à l'exception de l'URSS à ne pas avoir été touché par la crise économique mondiale: il bénéficia même à l'époque d'une vraie prospérité grâce à une entrée massive de capital (plus de 30 000 000 LP étaient entré en Palestine). Ce capital importé était même insuffisant pour couvrir tous les programmes d'investissements lancés* ». Cette prospérité était néanmoins basée sur des fondations fragiles, qui vont s'effondrer une fois que la source extérieure de capital va se tarir à mesure que la peur de l'éclatement d'un conflit en Méditerranée va se répandre: « *Tout le système de prêt s'effondra, le chômage grimpa et les mises en chantiers diminuèrent énormément. Les travailleurs arabes palestiniens étaient licenciés à la fois par les patrons juifs et arabes et un certain nombre retournèrent dans leurs villages natals: la conscience nationale s'éveilla à cause de la crise économique* ».

Bauer néglige cependant le problème principal: l'immigration juive continue: Sir John Hope Simpson déclara dans son rapport pour la commission « *[que] la décision d'autoriser de larges quantités d'argent à être investies dans des industries peu compétitives en Palestine pour justifier une immigration accrue était peut-être une politique dangereuse* ». L'affirmation de Bauer apparaît comme étant infondée puisque l'entrée de capital juif s'est poursuivi durant les années dont il parle et atteindra en fait son maximum en 1935, le nombre d'immigrés juifs augmentant, lui aussi, pendant ces années (le capital investi dans les industries et dans les sociétés commerciales juives a augmenté de 5 371 000 LP en 1933 à 11 637 300 LP en 1936). De plus, le licenciement des travailleurs arabes par les employeurs juifs avait débuté bien avant cette date. En parallèle, de grandes quantités de paysans arabes palestiniens avaient commencé à être expulsés de leurs terres par la colonisation juive des régions rurales (entre le début de la colonisation et 1931, les sionistes ont expulsé 20 000 paysans arabes de Palestine après avoir acheté les terres sur lesquelles ces paysans travaillaient auparavant). Ces paysans expulsés partirent vers les villes et se retrouvèrent face au chômage qui grimpait. La machine sioniste utilisa à plein la rivalité entre les travailleurs palestiniens arabes et leurs camarades juifs. Quelques décennies plus tard, des militants israéliens remarquèrent que les travailleurs juifs ne s'étaient pas une seule fois mobilisés dans les quarante dernières années pour des revendications matérielles, en solidarité avec les luttes de la fédération syndicale arabe, ou contre le régime israélien lui-même. « *Le prolétariat juif ne se mobilise même pas pour lui-même* ».

En réalité, cette situation était le résultat d'une planification sioniste efficace. Comme l'avait dit Herzl: « *Les terres privées situées dans des zones qui nous ont été attribués doivent être prises à leurs propriétaires. Les habitants pauvres doivent être rapidement évacués en dehors de nos frontières, après avoir obtenu pour eux du travail dans les pays dans lesquels ils partent. Ils ne doivent pas travailler dans notre pays. Les gros propriétaires finiront, eux, par s'allier à nous* ». L'Histadrut résuma cette politique en déclarant « *[qu']autoriser les arabes*

<sup>10</sup> Colonies se trouvant à proximité de Netanya, à une trentaine de kilomètres de Tel-Aviv. Toute cette zone était la partie de la Palestine la plus colonisée par les sionistes dans les années 30.

<sup>11</sup> Yehuda Bauer est un célèbre historien juif, arrivé en Palestine en 1939, auteur de plusieurs livres de référence sur l'holocauste. En l'occurrence, Kanafani parle d'un de ses articles sur la révolte arabe de 1936.

à mettre le pied dans le marché du travail juif signifierait que le capital juif serait employé au service du développement arabe, ce qui est contraire aux objectifs sionistes. De plus, l'emploi d'arabes dans les entreprises juives créerait en Palestine une division de classe qui correspondrait à une division de race, des capitalistes juifs employant des travailleurs arabes. Si cela venait à se produire, nous aurions recréé en Palestine les conditions amenant à la naissance de l'antisémitisme ». L'idéologie et les pratiques se développant dans le cadre du processus de colonisation de la Palestine faisaient donc éclore, en envenimant le conflit avec la société arabe de Palestine, des traits fascistes dans les organisations sionistes: le fascisme sioniste utilisait les mêmes outils que le fascisme montant en Europe. Le travailleur arabe était tout en bas d'une pyramide sociale complexe et sa situation se dégrada de plus en plus à mesure que la confusion grandissait au sein du mouvement ouvrier arabe.

Dans la décennie allant du début des années 20 au début des années 30, le mouvement ouvrier progressiste, aussi bien juif qu'arabe, subit défaite sur défaite, ce qui l'amena, compte tenu de ses faiblesses de départ, à une paralysie presque totale: d'un côté, le mouvement sioniste devenait de plus en plus fasciste et commença à avoir recours au terrorisme et aux actions armées afin d'isoler et de détruire le Parti Communiste, dont la plupart des leaders étaient juifs, et qui résistait à l'emprise des organisations ouvrières sionistes; d'un autre côté, les élites religieuses et féodales palestiniennes, ne pouvant tolérer la naissance d'un mouvement ouvrier arabe autonome, utilisèrent elles aussi le terrorisme contre lui. Au début des années 30, le groupe du Mufti<sup>12</sup> assassina Michel Mitri, le président de la Fédération des Travailleurs Arabes à Jaffa. Quelques années plus tard, Sami Taha, un syndicaliste président de la Fédération des Travailleurs Arabes à Haïfa fut lui aussi tué. A cause de l'absence d'une bourgeoisie nationale forte, les travailleurs se retrouvaient directement en conflit avec les élites féodales traditionnelles, ce conflit débouchant parfois sur de violentes confrontations ne s'atténuant que lorsque que les élites traditionnelles réussissaient à contrôler directement les activités syndicales. Par conséquent, le mouvement ouvrier perdit tout rôle essentiel dans la lutte. Plus encore, la lutte nationale s'intensifiant, une relative communion d'intérêt se forma entre les travailleurs et les élites féodales.

Malgré tout, le Parti Communiste réussit parfois à impulser une action politique. Le premier mai 1920, un groupe de manifestants communistes attaqua une manifestation sioniste à Tel-Aviv<sup>13</sup> et fut forcé de fuir la ville pour se réfugier dans le quartier arabe de Manshiya à Jaffa. Des affrontements avec les forces de sécurité britanniques eurent lieu quand celles-ci tentèrent d'arrêter les Bolshéviki. Dans un tract distribué le jour même, le Comité Exécutif du Parti déclara: « *Les travailleurs juifs sont ici pour vivre à vos côtés. Ils ne viennent pas vous persécuter, mais vivre avec vous. Ils sont prêts à se battre, à vos côtés, contre l'ennemi capitaliste, qu'il soit juif, arabe ou britannique. Si les capitalistes vous montent contre les travailleurs juifs, c'est pour se protéger de vous. Ne tombez pas dans ce piège. Le travailleur juif est un soldat de la révolution, il est venu vous tendre la main afin de résister avec vous, en camarade, aux capitalistes britanniques, juifs et arabes... Nous vous appelons à vous battre contre les riches qui vendent leurs terres et leur pays aux étrangers. A bas les baïonnettes britanniques et françaises ! A bas les capitalistes arabes et étranges !* »

Ce qu'on peut remarquer dans ce paragraphe, ce n'est pas seulement l'image idéale de la lutte qui est brossée, mais aussi le fait que le mot 'sionisme' ne s'y trouve nulle part, alors que le sionisme représentait une menace quotidienne pour les paysans et pour les travailleurs palestiniens, ainsi que pour les communautés juives, dont cinquante-cinq d'entre elles ont été attaquées par les sionistes à Tel-Aviv et expulsées vers Jaffa. Le Parti Communiste Palestinien resta ainsi coupé de la réalité politique jusqu'à la fin de 1930, année de son septième congrès.

---

12 Il s'agit de Mohammad Amin al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem de 1921 à 1948. Le titre de Grand Mufti est un titre religieux: celui de Jérusalem a la charge des lieux saints se trouvant à Jérusalem, et a donc une autorité symbolique importante dans la communauté musulmane. Al-Husseini va jouer un rôle majeur dans le mouvement nationaliste palestinien, Kanafani va en reparler. Al-Husseini sera une cible pour les israéliens après la guerre, étant donné qu'il aura des contacts avec les leaders nazis pour les pousser à soutenir la cause palestinienne.

13 Future capitale de l'état israélien, plus grande ville israélienne, se trouvant juste à côté de la ville arabe de Jaffa.

Dans les résolutions votées par le congrès, le parti admit « [qu'il] avait eu une attitude erronée sur la question du nationalisme palestinien ainsi que sur le statut de la minorité nationale juive en Palestine et sur son rôle vis-à-vis des masses arabes. Le parti n'a pas su être actif parmi les masses palestiniennes arabes et s'est isolé en travaillant exclusivement auprès des travailleurs juifs. Cette isolation a été illustrée par l'attitude négative du parti concernant la révolte des arabes palestiniens de 1929 ».

En termes concrets, le parti attaqua systématiquement la bourgeoisie palestinienne, position difficile à tenir à l'époque, et bien qu'il n'ait jamais adopté la stratégie des fronts populaires et des alliances entre classes révolutionnaires, les compte-rendus du septième congrès de 1930-1931 font émerger une analyse politique intéressante. Comme il apparaît dans les compte-rendus, le parti considérait maintenant le fait de résoudre la question nationale des arabes de Palestine comme un des tâches principales de la lutte révolutionnaire; il voyait son isolation des mouvements de masses arabes palestiniens comme le résultat d'un « *déviations influencées par le sionisme, qui a empêché l'arabisation du parti* ». Le texte mentionne des « *activités opportunistes visant à empêcher l'arabisation du parti* ». Le congrès adopta la position que le parti devait former des cadres révolutionnaires capable d'organiser l'activité des paysans, c'est-à-dire des cadres organisant l'activité des travailleurs révolutionnaires arabes. L'arabisation du parti, sa transformation en un vrai parti des masses laborieuses arabes en Palestine était la première condition que le parti devait remplir pour un succès éventuel de son activité dans les zones rurales.

Le parti ne fut finalement pas capable de mobiliser les arabes Palestiniens, et les mots d'ordre révolutionnaires adoptés par le congrès (« *pas un seul dunum aux usurpateurs impérialistes et sionistes* », « *expropriation révolutionnaire des terres appartenant au gouvernement, aux riches investisseurs juifs, aux factions sionistes et aux gros propriétaires et fermiers arabes* », « *pas de reconnaissance des ventes de terre* », « *lutte contre les usurpateurs sionistes* ») ne furent jamais mis en pratique; le congrès avait aussi décidé qu'il n'était « *possible de résoudre toutes les questions brûlantes et de mettre fin à l'oppression que par la lutte armée dirigée par la classe ouvrière* », mais le Parti Communiste Palestinien ne fut en fait jamais 'arabisé': la voie était alors libre pour que le mouvement de masse arabe palestinien soit dominé par les élites féodales et religieuses. Une explication possible des positions du parti et de ses pratiques de l'époque se trouve peut-être dans l'attitude révolutionnaire intransigeante (célèbre à l'époque) du Komintern<sup>14</sup> entre 1928 et 1934. Malgré leur faibles effectifs, leur isolation relative et leur incapacité à toucher les masses arabes en Palestine, particulièrement dans les régions rurales, les communistes jetèrent toutes leurs forces dans la révolte de 1936. Ils y firent preuve d'un grand courage, travaillèrent avec certains leaders locaux et soutinrent le Mufti. Beaucoup furent tués ou arrêtés. Mais ils ne réussirent pas à constituer une force réelle. Le mot d'ordre 'd'arabisation' fut perdu en route par la suite: près d'une décennie plus tard, le 22 janvier 1946, Izvestia<sup>15</sup> pouvait comparer la « *lutte des juifs* » en Palestine avec la lutte bolchevik en 1917. Les résolutions du septième congrès du Parti Communiste Palestinien n'ont été accessibles que récemment, le processus d'arabisation n'a jamais eu lieu, et, malgré le rôle pédagogique qu'a pu jouer le parti et les contributions qu'il a pu faire aux luttes sur ce terrain, il n'a en tout cas pas joué le rôle envisagé pour lui dans le mouvement national par le septième congrès. Durant la révolte de 1936, le parti scissionna. Une autre scission fondamentale aura lieu en 1948, et une autre encore en 1965, pour des raisons liées à l'arabisation: les dissidents défendaient une attitude 'constructive' par rapport au sionisme.

---

Cet échec du Parti Communiste, la faiblesse de la bourgeoisie arabe naissante et la division du mouvement ouvrier arabe signifiaient que les élites religieuses-féodales pouvaient maintenant jouer un rôle fondamental tandis que la situation se dirigeait vers son point d'explosion en 1936.

---

14 Troisième internationale communiste, fondée par les Bolcheviks russes après la révolution de 1917, qui va peu à peu se mettre au service complet de la politique de l'URSS de Staline.

15 Journal officiel du gouvernement soviétique jusqu'en 1991. La célèbre *Pravda* (« vérité ») était l'organe du Parti Communiste, *Izvestia* (« infos ») celui du gouvernement.

## 2. Le contexte paysan

Nous avons donc exposé ce qu'il en était de la situation ouvrière à l'aube de la révolte de 1936. Mais nous n'avons jusqu'ici considéré que l'un des domaines dans lesquels le conflit entre les sociétés arabes et juives en Palestine se produisait et continuerait à faire rage par la suite à l'intérieur de chaque société.



Le conflit, alimenté par le capital juif se diffusant en Palestine, tira sa forme nationaliste prépondérante de l'autre domaine dans lequel il avait lieu: les régions rurales. Une large portion du capital juif investi le fut dans des régions rurales, mais, malgré la présence des forces militaires impérialistes britanniques et la pression immense exercée par l'administration en faveur des sionistes, ces investissements ne débouchèrent que sur des résultats minimaux (6 752 nouveaux colons) par rapport au projet sioniste d'établissement d'un état juif; cela suffit néanmoins à fragiliser réellement la situation de

la population arabe palestinienne rurale. Entre 1929 et 1930, la quantité de terres possédée par des groupes juifs ruraux ou urbains passa de 300 000 à 1 250 000 dunums<sup>16</sup>. En terme de projet de colonisation de masse et de solution au « *problème juif* », cela ne représentait qu'une quantité nettement insuffisante, mais l'expropriation d'un million de dunums (presque un tiers de l'ensemble des terres agricoles) déboucha sur un appauvrissement conséquent des paysans arabes et bédouins: en 1931, 20 000 familles paysannes avaient été expulsées par les sionistes. Plus encore, la vie agricole dans le tiers-monde, et dans le monde arabe en particulier, n'est pas seulement un mode de production mais correspond plus largement à un ensemble de pratiques sociales, religieuse et rituelles. Au-delà de la perte de certaines terres, c'était la société palestinienne rurale qui était détruite par le processus de colonisation.

En 1931, seulement 151 juifs sur mille tiraient une partie de leur revenu de l'agriculture, tandis que ce taux était de 637 pour mille arabes. Sur 119 000 paysans, environ 11 000 étaient juifs; alors qu'en 1931, 19,1% de la population juive travaillait dans l'agriculture, c'était le cas de 59% des arabes palestiniens. Le fondement économique du conflit était donc particulièrement vivace, mais pour le comprendre pleinement, nous devons aussi nous tourner vers sa partie nationaliste.

30% des paysans arabes palestiniens ne possédaient pas de terre en 1941, tandis que presque 50% de ceux qui en possédaient n'en possédaient qu'une quantité trop réduite pour pouvoir vivre avec; tandis que 250 propriétaires féodaux possédaient 4 millions de dunums, 25 000 familles paysannes n'avaient pas de terre, 46 000 ne possédant qu'environ 100 dunums. 15 000 travailleurs agricoles travaillaient pour des gros propriétaires. D'après une étude de 322 villages arabes palestiniens conduite en 1936, 47% des paysans possédaient moins de 7 dunums de terre, et 65% moins de 20 dunums, sachant que le minimum requis pour nourrir une famille moyenne était estimé être de 130 dunums.

Bien que vivant sous la pression combinée de l'invasion sioniste, de l'élite féodale arabe et des lourdes taxes collectées par le gouvernement mandataire britannique, les masses rurales palestiniennes se focalisaient particulièrement sur le problème national. Durant les révoltes de 1929 et de 1933, beaucoup de petits paysans arabes de Palestine ont vendu leurs terres à de gros propriétaires pour acheter des armes afin de résister à l'invasion sioniste et au mandat britannique. C'est cette invasion qui, menaçant un mode de vie centré sur la religion, la tradition et l'honneur, a permis aux élites cléricales-féodales de conserver une position de

<sup>16</sup> Le dunum est une unité de mesure agricole utilisée dans l'Empire Ottoman représentant une surface variable en fonction des régions. En Palestine, il est passé de 919,3 m<sup>2</sup> avant 1928 à 1000 m<sup>2</sup> tout rond après.

direction du mouvement national, malgré leurs nombreux crimes: dans beaucoup de cas, ce furent ces mêmes élites féodales qui vendirent les terres au capital juif.

De 1933 à 1936, 62,7% des terres achetées par les sionistes appartenaient à des propriétaires habitant en Palestine, 14,9% à des propriétaires absents et 22,5% à des petits paysans. Sur la période 1920-1922, la proportion était de 3,8% pour les petits paysans, 20,8% pour les propriétaires résidant en Palestine, et 75,4% pour les propriétaires absents. Même si elles étaient formulées d'une manière visant à faire croire qu'elles protégeaient les paysans contre les expulsions et les ventes forcées, les lois mises en application par le gouvernement mandataire ne les protégeaient absolument pas en réalité. Par exemple, à Wadi al-Hawarith, une région de 40 000 dunums, le village de Shatta avec ses 16 000 dunums et beaucoup d'autres villages eurent leurs terres saisies par les sionistes après que les habitants aient été expulsés. Par conséquent, les 50 000 juifs vivant dans des colonies agricoles se retrouvèrent en possession de 1 200 000 dunums (24 par habitant en moyenne), tandis que les 500 000 arabes en possédaient moins de 6 000 000, soit 12 par habitant en moyenne. L'affaire de Marj Ibn Amer (représentant 240 000 dunums), ayant vu 8 730 paysans expulsés alors que la terre avait été vendue aux sionistes par la famille féodale Sursock de Beyrouth, ne fut pas réglée avant la fin du mandat en 1948.

*« Chaque morceau de terre acheté par les Juifs fut rendu étranger aux Arabes, comme s'il avait été amputé de la Palestine et transféré dans un autre pays »,* ce sont les mots d'un grand leader féodal Palestinien. Il ajoute: *« d'après les Juifs, 10% des terres ont été achetées à des paysans, et le reste à des gros propriétaires ... mais 25% des terres appartenaient en réalité à des exploitants »*. Les regrets de ce propriétaire féodal ne changent rien au fait que, comme indiqué par les sources juives, 52,6% des terres achetées par trois grandes sociétés juives en 1936 (représentant la moitié des achats de terres du capital juif à cette date) appartenaient à des propriétaires absents, 24,6% à des propriétaires locaux, 13,4% au gouvernement, au clergé et aux compagnies étrangères, et seulement 9,4% à des petits paysans.

Ce transfert de propriété des terres créa une classe de paysans dépossédés qui durent se tourner vers le travail saisonnier. La majorité de ces paysans déclassés finit par se déplacer vers les villes où elle se tourna vers le travail non-qualifié. *« Pour un paysan expulsé, il était impossible de retrouver de la terre, et les compensations obtenues étaient généralement maigres, à part dans les cas où le maire ou d'autres notables du village prenaient les choses en main »*

Une majorité de paysans dépossédés émigrèrent donc dans les villes. *« A Jaffa, la plupart des balayeurs de rue étaient d'anciens villageois. La Compagnie des Cigarettes et du Tabac de Nazareth<sup>17</sup>, arabe, indiqua que la plupart de ses travailleurs étaient d'origine campagnarde »*. Pour illustrer le destin des paysans migrants, *« nous avons demandé à la compagnie combien de travailleurs étaient employés, il y en avait 210. Les salaires hebdomadaires versés étaient de 62 LP au total, ce qui revenait à une moyenne de 29,5 piastres hebdomadaire par employé »*. A la même époque, le salaire hebdomadaire moyen d'une femme juive travaillant dans l'industrie du tabac se situait entre 170 et 230 piastres. Même parmi les employés gouvernements, un juif touchait en moyenne 100% plus qu'un collègue arabe. En 1930, la commission Johnson-Crosby<sup>18</sup> a estimé le revenu moyen d'un paysan à 31,37 LP avant imposition. Les impôts s'élevant (toujours d'après la commission) à 3,87 LP, si on déduit encore les 8 LP qu'un paysan payait en moyenne en intérêt, le revenu net annuel peut être estimé à 19,5 LP. Cette même commission estimait à 26 LP les dépenses annuelles nécessaires pour une famille paysanne: *« les paysans étaient en pratique le groupe imposé le plus lourdement en Palestine. La politique du gouvernement visait manifestement à permettre l'établissement d'un foyer national juif en soumettant les paysans arabes à une situation économique déplorable »*.

Il est maintenant clair que l'immigration juive et la transformation de l'économie

<sup>17</sup> Nazareth, ville natale de Jésus, en Galilée, au nord de la Palestine. Fait maintenant partie de l'état d'Israël.

<sup>18</sup> Je n'ai pas réussi à retrouver trace de cette commission, mais elle est mentionnée dans un autre texte sur la situation agraire en Egypte. Étrange.

palestinienne d'une économie agricole arabe à une économie industrielle dominée par le capital juif toucha principalement les petits paysans arabes palestiniens. Dans le même temps, des exonérations d'impôts furent accordées aux immigrés juifs, auxquels s'ajoutent d'autres exonérations sur les produits d'importations nécessaires pour les industries juives (certaines matières premières, certains produits non-finis, le charbon, ...). Les tarifs douaniers sur les biens de consommations, eux, augmentèrent: le tarif douanier moyen passa de 11% au début du mandat à plus de 26% en 1936; le sucre était taxé à 110%, le tabac à 149%, l'essence à 208%, les allumettes à 400%, et le café à 26%.

Le récit suivant, raconté par l'archevêque Gregorius Haijjar à la commission Peel, illustre la politique gouvernementale: « *je me promenais un jour dans le village de Roma, près de St-Jean d'Acre.<sup>19</sup> Les habitants de ce village vivent de la production d'huile d'olive, et se plaignaient depuis longtemps auprès du gouverneur de district à propos de la Oil Company: la compagnie avait été soutenue par le gouvernement par l'intermédiaire d'exonération d'impôts sur ses importations de noix, noix avec lesquelles la compagnie fabriquait de l'huile avant de mélanger cette huile à de l'huile d'olive pour ainsi pouvoir vendre de l'huile à bas prix. Les habitants du village demandaient que leur production soit protégée face à la concurrence de la compagnie, et le gouvernement nomma un comité pour examiner la revendication des villageois. Les villageois furent furieux de découvrir, quand le comité arriva à Roma, que son président n'était autre que le directeur de la compagnie* ».

En parallèle, le système d'imposition favorisait les riches. Sur un revenu de 22,37 LP, le taux d'imposition était de 25%, tandis que les revenus annuels supérieur à 1000 LP se voyaient imposés à hauteur de 12%.

La petite et moyenne paysannerie ne fut pas seulement appauvrie par la perte de ses terres mais fut aussi victime des pratiques sionistes impulsés par les mots d'ordre « *travail juif seulement* » et « *produits juifs seulement* ». Les industriels juifs n'employaient que des travailleurs juifs, les payaient mieux et vendaient leurs produits plus chers: « *les juifs étaient incités à acheter des produits juifs, même s'ils étaient plus chers* ». Les matières premières n'étaient pas taxées alors que de fortes taxes étaient imposées aux produits d'importation, particulièrement quand des produits similaires étaient produits localement par des industries juives.

D'un autre côté, la classe des *effendis*<sup>20</sup>, vivant aussi en ville, tirait ses revenus de propriétés agricoles louées au paysans mais aussi d'intérêts sur des emprunts agricoles, n'investissant pas dans l'industrie avant les années 40. Cette forme d'exploitation pesa bien plus sur les paysans que la colonisation sioniste.

Les Bédouins<sup>21</sup> formaient le dernier groupe rural: en on dénombrait 66 553 en 1931 (103 000 en 1922). Ils jouèrent un rôle déterminant dans la révolte de 1936, comme ils l'avaient déjà fait dans la révolte d'août 1929. Cela attira l'attention du Parti Communiste de Palestine au cours du septième congrès dont nous avons parlé précédemment: les Bédouins, représentant 35% de la population, constituaient une force révolutionnaire potentielle. « *Acculés à une pauvreté terrible et à une faim constante, ils étaient constamment au bord de l'insurrection armée. Leur participation au soulèvement d'août prouve qu'ils peuvent jouer un rôle moteur dans une révolte de masse, mais elle a prouvé aussi que les leaders de ces tribus pouvaient être corrompus à coup d'argent. Ils fournissent constamment de nouvelles voix et de nouvelles mains à l'armée des paysans sans terres et des semi-prolétaires* ».

19 St-Jean d'Acre est un port du nord de la Palestine, près de la frontière Libanaise. Elle fut conquise par les chrétiens pendant les croisades, les Templiers y construisirent une forteresse. Selon le partage de la Palestine proposé par l'ONU en 1948, la ville aurait dû se trouver en territoire arabe, mais les israéliens la capturèrent, et elle fait donc partie de l'état d'Israël.

20 Les effendis étaient des petits nobles issus de l'Empire Ottoman. Le titre était donné aux bureaucrates et aux notables turcs. Après la chute de l'Empire, ils vont devenir rentiers des terres acquises grâce à leurs fonctions pendant le règne Ottoman.

21 Les Bédouins sont des tribus nomades vivant dans le désert palestinien (et aussi dans d'autres déserts de la région). De nos jours, ils sont victimes de terribles discriminations au sein de la société israélienne, dont le gouvernement essaie de les sédentariser dans des quartiers arabes.

En parallèle, la petite bourgeoisie urbaine arabe était déboussolée, indécise et fragmentée: la vitesse à laquelle la société palestinienne agricole se transformait en une société industrielle juive ne laissait, ni à la bourgeoisie naissante, ni aux élites féodales, le temps nécessaire pour participer ou bénéficier de ce processus. Il n'était donc pas vraiment surprenant de voir les leaders palestiniens témoignant à la commission Peel en 1937 vanter les mérites de l'impérialisme Ottoman, et témoigner de la manière dont cet impérialisme les avaient traités favorablement par opposition à l'impérialisme britannique. Ces élites avaient auparavant été des outils au service de la Sublime Porte<sup>22</sup>, la colonne vertébrale du régime du Sultan et une partie intégrante du régime de domination, d'oppression et d'exploitation; l'impérialisme britannique, ayant trouvé dans le mouvement sioniste un agent plus compétent, solide et organisé, les avait maintenant congédié.

---

**Nous avons** ainsi tracé les grandes lignes du rôle que les élites cléricales et féodales allaient jouer: elles se battaient pour une meilleure place au sein du nouveau régime colonial. Mais, pour cette 'lutte', elles avaient besoin d'obtenir du soutien, et elles cherchèrent ce soutien dans les autres classes, qui voulaient, elles, se débarrasser du joug colonial. Avec cet objectif en tête, les élites lancèrent un programme progressiste et adoptèrent des mots d'ordre populaires sans avoir réellement ni la possibilité ni l'envie de les suivre réellement, et se retrouvèrent ainsi sur un terrain de lutte qui ne leur ressemblait qu'assez peu.

Bien entendu, ces élites ne disposaient pas, comme beaucoup ont pu l'affirmer, d'une absolue liberté d'action; elles étaient au contraire soumises à la pression des événements, à l'intensité grandissante du conflit et aux influences que nous avons déjà souligné. Ceci explique pourquoi les élites locales pouvaient parfois se retrouver dans un conflit relatif avec les classes dirigeantes des pays voisins, tout en défendant des intérêts fondamentalement identiques. Ceci explique aussi les alliances larges qu'elles ont pu tisser au sein de la structure sociale palestinienne.

---

<sup>22</sup> La Sublime Porte était le titre diplomatique donné au gouvernement ottoman, du nom d'une porte monumentale à l'entrée du bâtiment gouvernemental de Constantinople, capitale de l'Empire Ottoman (aujourd'hui Istanbul, capitale turque).



### 3. Le contexte intellectuel

En 1930, après treize années d'occupation britannique de la Palestine, le directeur de l'Éducation admettait dans un rapport que, « *depuis le début de l'occupation, le gouvernement n'a jamais alloué les fonds nécessaires pour construire ne serait-ce qu'une école* »; par ailleurs, en 1935, le gouvernement rejeta 41% des demandes de places à l'école des arabes soumises par des arabes palestiniens. Les 800 villages de la Palestine ne disposaient que de 15 écoles pour filles et 269 écoles pour garçons; seulement 15 filles allèrent jusqu'à la cinquième. Il y avait donc 517 villages arabes palestiniens sans écoles primaires ni pour les filles ni pour les garçons, et aucun village ne disposait de collège. Pire encore, le gouvernement « *censurait les livres et s'opposait à tout lien culturel éventuel avec le monde arabe, et ne faisait rien pour élever le niveau éducatif des paysans* ». Par conséquent, en 1931, seulement 25,1% des palestiniens musulmans et 3,3% des palestiniennes musulmanes avaient à un moment ou à un autre fréquenté une école; chez les palestiniens chrétiens, le taux était de 71,5%, et de 44,1% pour les palestiniennes chrétiennes (94,3% et 78,7% respectivement pour les juifs).

Ces chiffres donnent une idée de la situation éducative dans les régions rurales, mais la situation générale en Palestine était différente, étant donné que celle-ci avait joué un rôle moteur en terme intellectuel depuis le début de la renaissance arabe du début du XX<sup>ème</sup> siècle: un grand nombre d'imprimeries avaient été lancées en Palestine avant l'occupation britannique et cinquante journaux arabes avaient été créés entre 1904 et 1922, tandis que dix autres journaux à grand tirage apparurent avant la révolte de 1936. Un certain nombre de facteurs qu'il serait trop long de détailler ici avaient fait de la Palestine un important centre culturel arabe, et les migrations intellectuelles entre la Palestine et les pays avoisinants renforcèrent ce rôle culturel de la Palestine, amenant la création d'associations et de clubs littéraires au début des années 20. Ce développement culturel était alimenté par l'arrivée continue de nouveaux diplômés de Beyrouth et du Caire et était accompagné d'un gros travail de traduction d'ouvrages anglais et français. Les missions étrangères s'établissant en Palestine pour des raisons historiques et religieuses jouaient un rôle majeur dans ce processus en propageant une atmosphère intellectuelle dans les villes. Ce qui nous intéresse ici, néanmoins, n'est pas tant le climat culturel général de la Palestine de l'époque, que, plus spécifiquement, l'influence que la crise politique et économique eut, en se développant, sur les mouvements littéraires palestiniens.

Le développement d'une certaine "culture populaire" est particulièrement important à relever pour notre analyse: ce développement manifeste une certaine conscience naissante dans les régions rurales malgré un illettrisme quasi généralisé, tout cela étant accéléré par l'aggravation de la crise économique et politique. La poésie populaire refléta particulièrement cette inquiétude croissante des masses rurales par rapport aux événements se déroulant à l'époque. Cette conscience naissante amena un climat de mobilisation dans les villages.

La plupart des intellectuels urbains étaient, pour leur part, originaires des élites féodales ou de la petite bourgeoisie commerçante. Bien qu'ils soutenaient l'idée d'une révolution bourgeoise, les conditions objectives du pays ne permettaient pas le développement de la classe (bourgeoise) devant normalement mener une telle lutte. Ces intellectuels se trouvaient donc, en termes politiques concrets, sous l'influence des élites traditionnelles. On peut néanmoins trouver dans leur travail un degré de conscience qu'on ne trouve généralement pas chez leurs homologues des autres pays arabes.

La lutte entre partisans de la révolution et réactionnaires dans les régions rurales, et entre militants révolutionnaires et éléments défaitistes dans les villes, tournait rapidement à l'avantage de la révolution. On ne peut guère trouver un écrivain ou intellectuel palestinien de l'époque n'appelant pas à la résistance contre l'ennemi colonial. Il n'y a aucun doute du fait que les intellectuels, sans être forcément proches d'un parti révolutionnaire, jouèrent un rôle important dans la lutte nationale.

La situation des intellectuels palestiniens était unique: ayant terminé leurs études, retournant dans leurs villages ou dans leurs villes, ils réalisèrent que leur classe était incapable de diriger la lutte nationale. Ils étaient en même temps incapable de participer au processus de développement industriel ou d'en tirer profit, étant donné que ce processus était contrôlé par une communauté étrangère hostile. D'un autre côté, dans les régions palestiniennes rurales, les paysans, sujets depuis des siècles à une l'oppression nationale de classe, vivaient dans une société archaïque, sous l'autorité absolue des féodaux locaux et des chefs religieux. La poésie populaire mettait souvent en scène la passivité des paysans face à l'autorité, et les intellectuels palestiniens ne pouvaient combattre facilement cette passivité. Certains d'entre eux essayèrent tout de même de combattre l'attitude passive des masses rurales, et jouèrent un rôle déterminant dans la diffusion progressive de la conscience nationale.

Wadi al-Bustani, un poète d'origine libanaise qui s'est installé en Palestine après avoir obtenu un diplôme à l'Université Américaine de Beyrouth, fut un intellectuel progressistes important. Il fut le premier à relever le danger que représentait la Déclaration Balfour<sup>23</sup>, le mois de sa publication. La période pendant laquelle il écrivit (la Palestine était au bord d'une révolte armée) vit naître une puissante avant-garde de poètes révolutionnaires, dont les textes allaient faire partie de l'héritage culturel des masses.

Le 29 janvier 1920, le gouvernement mandataire britannique demanda à l'éditeur du magazine culturel Karmel, publié à Haïfa, de publier un poème, du célèbre poète iraquien Ma'ruf al-Risafi, dédié au gouverneur britannique de l'époque, et qui faisait l'éloge de ce gouverneur, ainsi que d'un orateur juif appelé Jehuda. L'éditeur du magazine accepta de le publier avec une réponse, écrite par al-Bustani, sous la forme d'un poème:

*Parole de Judas ? Ou actes de sorcellerie ? Parole de Rasafi ? Ou mensonge de poésie ?  
Votre poésie est faite de mots bien choisis, vous êtes familier des perles de la mer des vers  
Mais cette mer est une mer politique, qui ne se calme qu'en étant mêlée à la justice  
Eh oui ! Celui qui franchit le Jourdain est notre ami, mais nous nous méfions de celui qui vient de la mer*

Ce long poème, très connu à l'époque, est un document politique unique: non seulement il ridiculise al-Risafi, mais il affirme, déjà à l'époque, des réalités politiques fondamentales. Il ne mentionne pas seulement l'immigration juive et le danger qu'elle représente, mais dénonce aussi le rôle joué par les britanniques dans la fragmentation des arabes de Palestine, la

---

23 La déclaration Balfour est une lettre du ministre des Affaires Étrangères britannique au baron de Rothschild, riche banquier juif soutenant le sionisme, dans lequel Balfour déclare (avec l'assentiment du gouvernement de l'époque), le 2 novembre 1917, que le gouvernement britannique est « favorable à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine ». C'était la première fois que le gouvernement britannique envisageait la possibilité des soutenir la revendication sioniste. Cette lettre a représenté une grande victoire symbolique sioniste après un gros travail de lobbying sur le gouvernement britannique de l'époque.

## Déclaration Balfour et ses conséquences, ...

Un petit peu avant ça, le 28 mars 1920, al-Bustani mena une démonstration qui entonna une chanson qu'il avait composé. Il fut convoqué par la justice peu après, et le procès-verbal de l'enquête nous donne ce dialogue:

**Le procureur:** *Des témoins déclarent vous avoir vu sur les épaules de quelqu'un, en train de dire aux personnes qui vous suivaient: "Oh Chrétiens, oh Musulmans".*

**L'accusé:** *Oui.*

**Le procureur:** *Et vous avez aussi déclaré: "A qui avez-vous abandonné notre pays ?"*

**L'accusé:** *Oui.*

**Le procureur:** *Et vous avez ensuite dit: "Mort aux juifs et aux infidèles".*

**L'accusé:** *Non. Cela n'aurait respecté ni le mètre, ni la rime. Je n'aurais jamais dit ça. Ce que j'ai dit rimait et était dans le mètre. Cela s'appelle de la poésie.*

Dans les périodes qui suivirent, la poésie joua un rôle de plus en plus important, exprimant, dans toutes sortes de situations, les ressentis des masses désemparées. Par exemple, quand Lord Balfour arriva de Londres pour la cérémonie d'ouverture de l'Université Hébraïque en 1925<sup>24</sup>, Ahmad Lufti al-Saïd se trouvait dans l'audience en tant que délégué du gouvernement égyptien, et le poète Iskandar al-Khuri adressa les vers suivants à Balfour:

*Courant depuis Londres, vous êtes venus jeter de l'huile sur le feu  
Lord, vous n'êtes néanmoins pas à l'origine de nos maux.  
C'est l'Egypte qui est responsable, elle qui ne nous aide pas.*

Ibrahim Tuqan, Abu Salma (Abd al-Karim al-Karmi) et Abd al-Rahim Mahmud représentaient, depuis le début des années 30, l'apogée de cette vague de poètes nationalistes qui diffusaient dans toute la Palestine l'agitation et la conscience révolutionnaire: As'af al-Nashashibi, Khalil al-Sakakini, Ibrahim al-Dabbagh, Muhammed Hasan Ala al-Din, Burhan al-Abbushi, Muhammed Khurshid, Qavasar al-Khuri, le prêtre George Bitar, Bulos Shihada, Mutlaq Abd al-Khaliq et bien d'autres encore. Les textes des ces trois poètes (Tuqan, al-Karmi et Mahmud), montrent une grande compréhension de ce qui se déroulait à l'époque, ce qui ne peut être expliqué que par une profonde aptitude à saisir ce qui agitait la population de l'époque. Ce qu'on pourrait croire être un don prophétique inexplicable et un pouvoir de prédiction de leur poèmes ne tient, en fait, qu'à leur capacité à exprimer la relation dialectique existant entre leur travail artistique et les mouvements se déroulant dans la société de l'époque.

Nous nous sommes focalisés sur le rôle joué par la poésie et la poésie populaire, mais cela ne signifie pas que d'autres manifestations de l'activité culturelle palestinienne ne jouèrent pas elles aussi un rôle, voire même un rôle important. Les journaux littéraires, les articles en général, les contes et la constante activité de traduction jouèrent toutes des rôles de pointes. Une chronique publiée par Yusuf al-Isa dans Al-Nafa'is en 1920 dit, par exemple: « *la Palestine est arabe, les musulmans y habitant sont arabes, les chrétiens y habitant sont arabes, et les juifs y habitant sont arabes aussi. La Palestine ne sera jamais sereine si elle est séparée de la Syrie et qu'elle est transformée en foyer national du sionisme* ».

Ces manifestations culturelles du début des années 20 façonnèrent la vague culturelle révolutionnaire des années 30, qui elle-même joua un rôle important, amenant une prise de conscience et propageant la révolte: nous parlons d'écrivains comme Arif al-Arif, Khalil al-Sakakini (un satiriste de talent, fils d'un maître charpentier), As'af al-Nashashibi (un membre de la haute bourgeoisie influencé par al-Sakakini et adoptant beaucoup de ses positions), Arif al-Azzuni, ou Mahmud Saif al-Din al-Irani. Un autre exemple est Najati Sidqi (un grand écrivain de gauche, précurseur, dénonçant l'idéalisme et revivifiant le matérialisme d'Ibn

<sup>24</sup> L'université hébraïque de Jérusalem était un grand projet sioniste d'université dont l'enseignement se ferait entièrement en hébreu, envisagé par les sionistes dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le premier campus fut construit en haut du Mont Scopus, une butte du sud-est de Jérusalem. L'intégralité des œuvres d'Albert Einstein s'y trouve.

Khaldun), probablement le premier chroniqueur du mouvement nationaliste arabe, qui utilisa dès le début une analyse matérialiste des événements. Il publia ses recherches dans *Al-Tali'a* en 1937 et 1938. Nous pouvons encore ajouter à la liste Abdullah Mukhlis (défendant au milieu des années 30 la position que le colonialisme est un phénomène de classe, et affirmant la nécessité pour la production artistique d'être engagée), Raja al-Hurani, Abdullah al-Bandak, Khalil al-Badiri, Muhammad Izzat Darwaza ou encore Isa al-Sifri (un de ces textes, écrit en l'honneur d'al-Qassam après sa mort, eu une profonde influence révolutionnaire).

Cette effervescence culturelle palestinienne atteint son apogée dans les années 30 et, bien que s'exprimant dans des formes variées, elle déploya toute son influence, essentiellement dans la poésie et dans la poésie populaire, pour des raisons liées à l'histoire de la littérature arabe. Ceci explique que la poésie de cette époque devint presque un complet outil de propagande politique.

Par exemple, Ibrahim Tuqan, en parlant de l'établissement en 1932 d'un « *fond national* » destiné à empêcher des terres palestiniennes d'être vendues aux sionistes (fond établi par les élites féodales et cléricales prétendant pour empêcher les terres des paysans pauvres de tomber entre les mains des sionistes), commenta: « *Huit des responsables de ce projet ont servi auparavant d'agents immobilier aux sionistes* ». Dès 1929, Ibrahim Tuqan dénonça le rôle que les gros propriétaires jouaient dans le problème des terres:

*Ils ont vendu le pays à ses ennemis à cause de leur soif d'argent, mais en faisant ça, ils ont vendu leurs propres maisons. On pourrait leur pardonner s'ils avaient été poussés par la faim, mais ils n'ont bien entendu jamais connu ni la faim, ni la soif.*

*Si seulement un de nos chefs pouvait jeûner comme Gandhi. Ce serait peut-être bénéfique. Pas besoin qu'il arrête de manger (en Palestine, un chef mourrait sans nourriture): il suffirait qu'il arrête de vendre des terres, et nous pourrions lui laisser un bout de terrain pour qu'il y repose en paix.*

La même année, Tuqan écrivit un poème épique sur les condamnations à mort (par le gouvernement mandataire) de trois martyrs, Fuad Hijazi de Safed et Muhammed Jumjum et Ata aj-Zir de St-Jean d'Acre. Ce poème devint extrêmement connu, et fut considéré comme faisant partie de la tradition révolutionnaire palestinienne.

Ce fut aussi le cas du poème d'Ab al-Rahum Mahmud écrit le 14 août 1935, dans lequel il apostrophe l'émir Saud venu visiter la Palestine en lui demandant: « *êtes-vous venu visiter la mosquée Al-Aqsa<sup>25</sup>, ou êtes-vous venu lui dire au revoir avant qu'elle ne soit détruite ?* » Ce poète mourut à la bataille d'Al-Shajara<sup>26</sup> en 1948, mais il fut un protagoniste majeur, aux côtés d'Abu Salma et de Tuqan, de la fondation de la poésie palestinienne de la résistance qui deviendra plus tard, sous l'occupation israélienne, un des symboles les plus visible de l'endurance palestinienne.

La poésie et la poésie populaire accompagnèrent toutes deux le mouvement de masse des années 30, rendant visibles les évolutions précédant l'explosion de la révolte.

Ce poème d'Abu Salma, racontant la révolte de 1936, décrit courageusement la déception amère causée par l'abandon de la révolte par les régimes arabes:

---

25 La mosquée al-Aqsa est le troisième lieu saint de l'Islam, et se trouve en haut du Mont du Temple, au cœur de la vieille ville de Jérusalem, sur l'emplacement de l'ancien temple juif détruit par les romains (dont il reste le fameux Mur des Lamentations, grand lieu saint du judaïsme). L'endroit est hautement symbolique dans le mouvement nationaliste palestinien: la deuxième Intifada fut déclenché en 2000 par la visite-provocation du politicien d'extrême-droite israélien Ariel Sharon (qui allait devenir premier ministre) sur le parvis de la mosquée, et la branche armée du mouvement nationaliste palestinien le plus important des années 60/70 (celui de Yasser Arafat), le *Fatah*, se nomme les *Brigades des Martyrs d'al-Aqsa*.

26 Village du nord de la Palestine, dont la population a fui complètement en 1948 après une bataille entre des volontaires arabes défendant le village et une unité d'élite israélienne tentant de le capturer. Un des nombreux villages abandonnés pendant la guerre de 1948.

*Toi qui chéris la révolte de notre pays contre l'absolue oppression  
Libère notre pays des rois, libère notre pays des pantins ...  
Je pensais que nous avions des rois fait pour mener les hommes  
Honte à eux d'être si vils  
Leurs couronnes ne valent même pas nos semelles  
Nous serons ceux qui défendront le pays et soigneront ses plaies.*

Le poète populaire Awad doit être mentionné ici: le jour de son exécution en 1937, il écrivit sur les murs de sa cellule de St-Jean d'Acre<sup>27</sup> un splendide poème se terminant ainsi:

*La mariée nous appartient, malheur à notre ennemi, nous lui sabrerons la moustache.  
La lance à belle hampe est agitée: d'où êtes-vous hommes courageux ? Nous sommes  
de Palestine. - Nous vous accueillons alors avec honneur.*

*Ne t'inquiète pas, père du marié, nous sommes des buveurs de sang. A Bal'a, à Wadi  
al-Tuffah, il y eut l'attaque et le fracas des armes ... Chantez, belles jeunes filles,  
chantez. Le jour de la bataille de Beit Amrin, écoutez le son de la fusillade et  
regardez-nous du balcon.*

La colère contre les trois ennemis (l'invasion sioniste, le mandat britannique et la réaction arabe) monta au fur et à mesure que la situation devint plus grave. La campagne commença à développer une conscience nouvelle, avec l'intensification du conflit et le développement de la révolte armée, à travers son contact avec les éléments 'culturels', avec les villes, et ainsi de suite: « *Bonnes gens, d'où vient cette colère ? Un sioniste avec un occidental ?* », « *Le fusil apparût, mais le lion n'apparût pas: le canon du fusil est humide de buée* », « *J'ai dit au marchand que je ne trouverais pas la paix tant que je n'aurais pas acheté ce fusil; il a rouillé à force d'être inutilisé, mais il attend qu'un combattant le prenne* ».

L'appel enflammé à la révolte alla jusqu'à faire dire à la poésie populaire, pétrie d'une tradition conseillant la passivité et la soumission à l'autorité, des choses comme, « *Arabe, fils d'une femme pauvre et faible; vend ta mère et achète un fusil: un fusil te sera plus utile que ta mère quand la révolte soulagera tes misères* ». Plus le conflit se radicalisait, plus le « *fusil* » devenait l'instrument permettant de détruire les vieilles forteresses de la soumission et de plonger au cœur du problème. La révolte devenait une promesse d'avenir, supérieure aux choses les plus aimées, à la mère et à la famille.

Face à toute cette effervescence, le féodalisme patriarcal se fossilisait, avec ses élites impuissantes, son appel à l'autorité, et sa dépendance envers la tradition.

---

**Traversée** par ces conflits violents et complexes qui s'approfondissaient et se généralisaient, touchant essentiellement les paysans et les travailleurs arabes, mais commençant aussi à peser lourdement sur la bourgeoisie et la paysannerie riche du pays, la situation devenait de plus en plus critique, comme le montraient les explosions armées régulières (1929, 1933). Les élites féodales-cléricales palestiniennes voyaient leurs intérêts de plus en plus menacés par la force économique grandissante du capitalisme juif allié au mandat britannique, mais leurs intérêts étaient tout aussi menacés, du côté opposé, par les masses arabes pauvres qui ne savaient plus vers qui se tourner: la bourgeoisie urbaine arabe était en effet faible et bien incapable de prendre la direction de la société, dans cette situation de transformation économique incroyablement rapide. Une partie de cette bourgeoisie devint parasitaire, et se plaça en marge du développement industriel juif. L'isolement de cette bourgeoisie palestinienne était encore renforcée par le fait que sa condition objective et subjective évoluait dans une direction contraire à celle des sociétés arabes environnantes.

Les jeunes intellectuels, fils de familles rurales riches, incitèrent le peuple à se révolter: ils

---

<sup>27</sup> La plus grande prison du pays, utilisée par les Britanniques, se trouvait là-bas à l'époque.

étaient revenus de leurs universités, de retour dans une société dont ils rejetaient les fonctionnements vieillots et archaïques, tout en étant exclus des nouvelles relations mises en place par l'alliance entre colonialisme britannique et sionisme. La lutte des classes se retrouva donc profondément intriquée avec des sentiments religieux et nationaux, et ce mélange détonna au milieu de la crise subjective et objective que la société arabe de Palestine traversait. Vu l'oppression sociale et économique subie par les arabes palestiniens pauvres à la ville comme à la campagne, le fait que le mouvement nationaliste utilise des formes avancées de lutte et adopte des mots d'ordre et des concepts de classe était inévitable. De la même manière, le caractère nationaliste du mouvement ne pouvait être oublié face à l'alliance solide et quotidienne entre la société envahissante construite en Palestine par les colons juifs et le colonialisme britannique la soutenant. Enfin, vu la tournure religieuse fervente prise par l'invasion sioniste en Palestine, il était impossible que la paysannerie arabe n'utilise pas le fondamentalisme religieux comme manifestation d'hostilité à l'égard de l'incursion colonialiste sioniste.

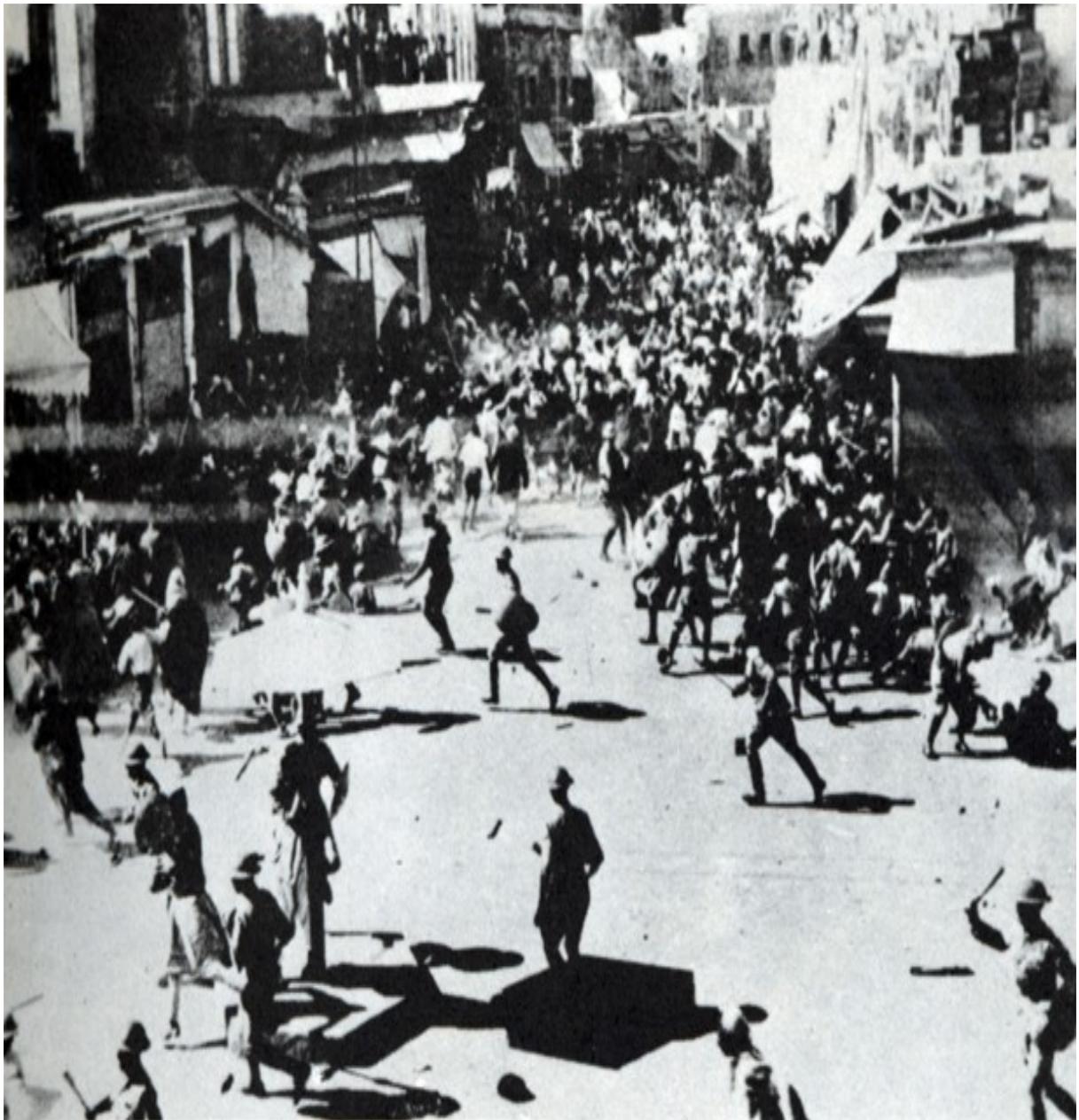
Parlant de l'émergence du mouvement des Panthères Noires<sup>28</sup> en Israël, le magazine de gauche Matzpen (dans son numéro 5 d'avril 1971) rappela que « *les conflits de classe prennent parfois en Israël la forme de conflits religieux. Les conflits de classe, même quand ils empruntaient le langage religieux, pouvaient dès le départ être trouvés au coeur du sionisme* ». Cette analyse s'applique bien entendu particulièrement bien au rôle joué par la religion contre l'incursion sioniste, attaque nationale et attaque de classe. Par exemple, « *une des conséquences du sionisme fut de transformer les fêtes célébrées pour l'anniversaire du Prophète en manifestations nationalistes sous la direction du mufti d'Haïfa et du poète Wadi' al-Bustani. Tous les chefs et les notables chrétiens venaient à ces manifestations, tandis qu'aucun juif n'était invité. Les fêtes des saints arabes ou musulmans devinrent ainsi, en Palestine, des festivals populaires à connotation nationaliste* ».

Les élites cléricales et féodales tentèrent de se mettre à la tête du mouvement des masses. Elles utilisèrent, pour ce faire, tout à la fois la force réduite de la bourgeoisie urbaine arabe et le conflit se développant avec le colonialisme britannique qui utilisait le mouvement sioniste à son service, mais elles se usèrent aussi de leurs attributs religieux, et bénéficièrent de la taille réduite du prolétariat arabe et enfin de la faiblesse du Parti Communiste, qui était dirigé essentiellement par des juifs, et dont les éléments arabes avaient été réprimés par ces mêmes élites féodales depuis le début des années 20. C'est dans ce contexte complexe, fait de conflits interconnectés et entremêlés, que la révolte de 1936 prit une place majeure dans l'histoire de la Palestine.

---

28 Le mouvement des Panthères Noires israéliennes, lancé en 1971, prenant exemple sur le mouvement d'autodéfense noir des Panthères Noires aux États-Unis, fut un mouvement d'auto-organisation des juifs Mizrahi, c'est-à-dire des juifs originaires de pays de l'Est (Russie, Ukraine, ...) vivant dans l'état d'Israël, axé sur un discours radical d'autonomie et de lutte contre les discriminations au sein de la société israélienne. Il marqua notamment par ses affrontements avec la police, chose peu commune pour les juifs israéliens.

# La révolte





Les historiens ont de profonds désaccords quant à savoir lequel de différents incidents séparés fut le déclencheur de la révolte de 1936.

D'après Yehuda Bauer, « *l'incident qui est considéré être le point de départ des troubles de 1936* » s'est produit le 16 avril 1936, quand une foule arabe attaqua des passants juifs à Jaffa.

D'après Isa al-Sifri, Salij Mas'ud Buwaysir et Subhi Yasin, la première étincelle de la révolte fut l'attaque par un groupe inconnu d'arabes palestiniens (que Subhi Yasin décrit comme un groupe qassamiste incluant Farhan al-Sa'udi et Mahmud Dairawi) de quinze voitures sur la route menant d'Anabta à la prison Nur Shams. Le groupe s'empara de l'argent des Arabes aussi bien que des Juifs, tandis qu'un des trois membres du groupe fit une brève déclaration aux arabes palestiniens formant la majorité des passagers des voitures, déclarant, selon al-Sifri, que: « *Nous prenons votre argent pour pouvoir combattre l'ennemi et vous protéger* ».

Le Dr. Abd al-Wahhab al-Kayyali pense que la première étincelle était parti avant, en février 1936, quand une bande armée d'arabes palestiniens avaient encerclé une école construite par des sous-traitants juifs à Haïfa en employant uniquement des travailleurs juifs.

Mais toutes les sources s'accordent à dire que le soulèvement qassamiste provoqué par le Cheikh<sup>29</sup> Izz al-Din al-Qassam<sup>30</sup> marqua le vrai commencement de la révolte de 1936.

Le rapport de la commission royale Peel, que Yehuda Bauer considère comme la source privilégiée d'information sur le problème palestinien, contourne, et en fait ignore, ces causes immédiates du déclenchement de la révolte, attribuant l'explosion à deux causes principales: le désir d'indépendance nationale des Arabes et leur aversion, voire même leur peur, à l'idée de l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine.

Il n'est pas difficile de voir que ces deux facteurs ne font en réalité qu'un, et que les mots employés pour en parler sont imprécis et sans signification réelle.

Lord Peel parle néanmoins de ce qu'il nomme des « *facteurs secondaires* » ayant contribué à l'apparition des « *troubles* ». Ces facteurs secondaires sont:

29 Cheikh (شيخ) est un titre honorifique désignant au départ le membre le plus ancien d'une tribu, dont le sens a ensuite été élargi pour inclure les lettrés islamiques. C'est une marque de respect dans tous les cas.

30 Izz al-Din al-Qassam est toujours une figure célèbre du mouvement nationaliste palestinien: les forces armées du mouvement islamique Hamas qui contrôle la bande de Gaza depuis 2007 se nomment les *Brigades Izz al-Din al-Qassam*.

1. La propagation de l'esprit nationaliste arabe à l'extérieur de la Palestine.
2. L'immigration juive en augmentation depuis 1933.
3. La capacité des juifs à influencer l'opinion publique britannique.
4. Le manque de confiance des arabes palestiniens quant aux intentions du gouvernement britannique.
5. La peur des arabes palestiniens face à l'achat continu de terres par les Juifs.
6. Le fait que les objectifs à long terme du gouvernement mandataire n'étaient pas clairs.

On peut jauger la compréhension que la direction du mouvement national palestinien avait, à l'époque, des causes de la révolte à partir des trois mots d'ordres présents dans toutes ses communications:

1. Arrêt immédiat de l'immigration juive.
2. Interdiction de tout transfert de propriété d'Arabes palestiniens à des colons juifs.
3. Établissement d'un gouvernement démocratique dans lequel les Arabes palestiniens seraient dominants, conformément à leur supériorité numérique.

Mais ces mots d'ordres, répétés de manière enflammée, n'étaient pas à la hauteur de la situation réelle, et n'avaient essentiellement pour but que de perpétuer la mainmise de la direction féodale sur le mouvement nationaliste.

L'origine réelle de la révolte se trouvait en fait dans les conflits intenses créés par la transformation de la société palestinienne d'une société agraire, cléricale et féodale arabe, à une société occidentale (sioniste) bourgeoise et industrielle. Ces conflits avaient maintenant atteint leur tension maximum.

Le processus d'enracinement du colonialisme, et sa transformation d'un colonialisme britannique à un colonialisme de colons juifs, atteint, comme nous l'avons vu, son pic au milieu des années 30, et la direction du mouvement nationaliste palestinien se retrouva obligé d'adopter une certaine forme de lutte armée parce qu'elle n'était plus capable de diriger le mouvement au moment où ce conflit atteignit un stade décisif.

Un ensemble de facteurs contradictoires amena la direction palestinienne de l'époque à adopter la forme de la lutte armée:

- premièrement, le mouvement d'Izz al-Din al-Qassam.
- deuxièmement, la série d'échecs de cette direction quand elle fut à la tête du mouvement de masse, même au sujet de revendications mineures et secondaires que les colonialistes n'hésitaient pas à accorder dans l'espoir de faire retomber la colère (les Britanniques mirent un temps considérable à voir l'intérêt d'une telle manœuvre; leurs intérêts furent néanmoins préservés grâce à l'intervention d'agents sionistes compétents).
- troisièmement, la violence sioniste (les milices armées, le mot d'ordre de « *travail juif exclusivement* », ...) s'ajoutant à la violence coloniale (qui avait été utilisée contre le soulèvement de 1929).

Toute discussion de la révolte de 1936-1939 doit réserver une place spéciale au Cheikh Izz al-Din al-Qassam. Malgré tout ce qui a pu être écrit à son sujet, il n'est pas exagéré de dire que

cette personnalité unique est encore inconnue, et le restera probablement. L'essentiel de ce qui a été écrit à son sujet l'a été de l'extérieur, et c'est à cause de la superficialité de l'étude de sa personnalité que plusieurs historiens juifs ont pu, sans hésitation, le qualifier de « *derviche fanatique* », beaucoup d'historiens occidentaux se contentant simplement de l'ignorer. En réalité, il est clair qu'une incapacité à saisir le lien dialectique entre les tendances religieuses et les tendances nationalistes est responsable de cette invisibilisation du mouvement qassamiste.

Il n'y a néanmoins pas de doute, quoi qu'en puisse penser d'al-Qassam, sur le fait que son mouvement a, du 12 au 19 novembre 1935, représenté un moment clé de la lutte nationaliste et a joué un rôle important dans l'adoption d'une forme avancée de lutte, en conflit avec la direction traditionnelle du mouvement, qui était maintenant divisée et fragmentée par la radicalisation de la lutte.

La personnalité d'al-Qassam constitue en elle-même un point de rencontre symbolique entre cette grande quantité de facteurs interconnectés qui vont être plus tard être simplifiés sous le nom de "problème palestinien". Son origine syrienne (il est né à Jabala dans la périphérie de Latakia<sup>31</sup>) est un exemple parfait de la dimension pan-arabe de la lutte; il a étudié à al-Azhar,<sup>32</sup> et témoigne en tant que tel de l'importance de l'élément nationaliste-religieux représenté au début du siècle par al-Azhar; l'unité de la lutte arabe, enfin, est représentée dans son parcours par sa participation à la lutte nationaliste arabe (il a pris part à la révolte syrienne contre les Français à Jabal Horan en 1919-1920, et a été condamné à mort pour ce chef).

al-Qassam arriva à Haïfa en 1921 avec l'Égyptien Cheikh Muhammad al-Hanafi et Cheikh Ali al-Hajj Abid et commença immédiatement à former des groupes clandestins. Dans ses activités, al-Qassam est remarquable pour son intelligence organisationnelle aiguë et pour sa patience infailible. En 1929, il résista à la pression le poussant à révéler l'existence de ses groupes armés de manière prématurée, et réussit à maintenir son organisation clandestine, malgré une scission déclenchée par son refus.

D'après un qassamiste reconnu, al-Qassam conçut sa révolte en trois étapes: préparation psychologique, c'est-à-dire propagation d'un esprit révolutionnaire, puis ensuite formation de groupes clandestins et de comités destinés respectivement à récolter des contributions, à acheter des armes, à l'entraînement, à la sécurité, à l'espionnage, à la propagande, au renseignement et aux contacts politiques, et puis finalement révolte armée.

Les témoins ayant connu al-Qassam disent pour la plupart qu'il était parti pour les collines de Ya'bad<sup>33</sup> avec 25 de ces hommes dans la nuit du 12 novembre 1935 avec l'intention de propager l'appel à la révolte, et non pour commencer un soulèvement armé. Mais une rencontre accidentelle révéla sa présence et, malgré la résistance héroïque d'al-Qassam et de ses hommes, une troupe britannique les écrasa facilement. Peu avant, quand il réalisa qu'il ne pourrait plus propager l'appel à la révolte, Cheikh al-Qassam adopta son fameux d'ordre: « *Mourrons en martyrs* ».

C'est grâce à al-Qassam lui-même que nous pouvons comprendre ce slogan en un sens « guévariste », si j'ose dire: ce que nous savons du comportement d'al-Qassam nous montre qu'il avait conscience de l'importance de son rôle comme initiateur d'un élan révolutionnaire.

Ce mot d'ordre révéla immédiatement son efficacité. Les masses suivirent le corps de leurs martyrs pendant dix kilomètres, jusqu'au village de Yajur.

Le résultat le plus marquant toutefois le fait que les leaders traditionnels se démasquèrent face au défi qui représentait pour eux Cheikh al-Qassam. Ces leaders avaient tout autant

31 Port du nord de la Syrie.

32 Grande université religieuse du Caire, en Égypte. Établissement particulièrement prestigieux, vieux d'un millénaire (fondé en 970), considéré comme la deuxième plus vieille université diplômante du monde.

33 Petit village du centre de la Palestine, situé au sein de la Cisjordanie actuelle, entre Tulkarem et Jénine.

conscience de l'enjeu que le gouvernement britannique.

D'après un qassamiste, al-Qassam rencontra, par l'intermédiaire de Cheikh Musa al-Azrawi, Hajj al-Amin al-Husseini quelques mois avant sa mort sur les collines, afin de lui demander d'organiser des appels synchronisés à la révolte dans tout le pays. Husseini refusa, affirmant que la situation n'était pas mûre. Quand al-Qassam fut tué, il n'y eut que des pauvres à son enterrement.

Les leaders traditionnels adoptèrent d'abord une attitude passive, avant de réaliser rapidement que c'était une erreur, et que la mort d'al-Qassam était un événement majeur qu'ils ne pouvaient se permettre d'ignorer. Une illustration de ceci peut être trouvée dans la déclaration des cinq partis palestiniens se rendant auprès du gouverneur britannique quelques jours après la mort d'al-Qassam, un document particulièrement arrogant, dans lesquels les partis déclarèrent que « *s'ils ne devaient pas recevoir de réponse globalement favorable aux revendications contenues dans le présent texte, ils perdraient toute influence sur les masses, ce qui entraînerait le déclenchement d'éléments extrémistes et irresponsables et la dégradation de la situation* ». Les leaders traditionnels voulaient manifestement utiliser le phénomène que représentait al-Qassam pour faire faire un pas en arrière à la lutte.

Le choix de la lutte armée qu'avait fait al-Qassam leur avait en réalité coupé toute possibilité de retraite, et ceci explique la différence entre l'attitude des leaders palestiniens immédiatement après la mort d'al-Qassam, et l'attitude qu'ils vont adopter à la cérémonie en son honneur se tenant quarante jours après sa mort. Dans l'intervalle, ils vont réaliser qu'ils devaient tenter de prendre la tête du mouvement déclenché par al-Qassam s'ils ne voulaient pas être complètement dépassés. Ils abandonnèrent donc l'indifférence qu'ils avaient adoptée au moment de son enterrement et participèrent aux manifestations et aux rassemblements organisés le quarantième jour.

Quelques années plus tard, Hajj Amin al-Husseini restait manifestement conscient de ce basculement: plus de deux décennies après, le magazine *Filastine* (فلسطين: Palestine en Arabe), organe du Haut Comité Arabe, tentait toujours de donner l'impression que le mouvement qassamiste n'était rien de plus qu'un élément du mouvement contrôlé par le Mufti, et que lui-même et al-Qassam avaient été des « *amis intimes* ».

Les britanniques, quant à eux, racontèrent l'histoire d'al-Qassam dans un rapport sur les incidents de 1935 envoyé à Genève, en ces termes:

*« De nombreuses rumeurs couraient sur la formation d'un gang terroriste par des éléments politiques et religieux et, le 7 novembre 1935, un sergent de police et son adjoint furent attaqués par deux hommes inconnus alors qu'ils suivaient la piste d'un vol dans les collines du district de Nazareth. Le sergent mourut après avoir été attaqué à l'arme à feu. L'incident amena rapidement à la découverte d'un gang opérant dans la région sous la direction d'Izz al-Din al-Qassam, un réfugié politique syrien célèbre en tant que chef religieux. Il avait déjà été sérieusement soupçonné quelques années auparavant, on disait qu'il participait à des activités terroristes<sup>34</sup>*

*L'enterrement du Sheikh al-Qassam à Haïfa fut largement suivi, et déboucha sur des manifestations et sur des jets de pierre, malgré les efforts de notables musulmans pour maintenir l'ordre. La mort d'al-Qassam a déclenché une puissance vague d'émotion dans les milieux politiques du pays, et même dans des cercles plus larges. Les journaux arabes s'accordent, dans les articles écrits à son sujet, à voir en lui un martyr »*

Les britanniques avaient eux aussi conscience du danger représenté par al-Qassam, et ils essayèrent eux aussi de reculer dans le temps, comme on peut le voir dans une lettre adressée

<sup>34</sup> L'officier britannique fait probablement référence au 32 décembre 1932, quand un groupe de qassamistes, après avoir attaqué une colonie juive de la vallée de Jezréel, au sud de Nazareth et tué deux personnes, fut capturé. Les qassamistes passèrent aux aveux mais n'incriminèrent par Qassam lui-même. Voir page 145 de Benny Morris.

par le gouverneur au ministre des Colonies. Le gouverneur dit dans cette lettre que si les demandes des chefs arabes n'étaient pas satisfaites, « *[les leaders] perdraient toute influence, et que toute possibilité de pacification selon la ligne modérée qu'il proposait disparaîtrait* ».

Mais remonter le temps était impossible, et le mouvement qassamiste n'était que l'expression logique de l'escalade du conflit, la seule expression du conflit pouvant subsister à ce stade et espérer avancer vers une résolution. L'idée qassamiste se propagea rapidement dans de nombreux comités et cercles, obligeant la direction traditionnelle à choisir entre le fait de suivre les masses dans leur volonté grandissante de se battre, ou d'écraser cette volonté pour remettre les masses sous leur contrôle.

Malgré l'action rapide des britanniques, qui proposèrent une assemblée législative et soulevèrent l'idée d'une interruption des ventes de terres, il était trop tard: le mouvement sioniste, dont la volonté commençait à se durcir à ce stade, fit ce qu'il put pour diminuer la portée de l'offre britannique. Malgré tout ça, la direction du mouvement national palestinien n'avait pas encore décidé d'une position, et était incroyablement hésitante. Jusqu'au 2 avril 1936, les représentants des partis palestiniens se préparaient à former une délégation pour Londres afin de faire part au gouvernement britannique de leur point de vue.

Les choses se précipitèrent en réalité plus vite que ce que la direction du mouvement avait prévu, et quand les premières flammes s'allumèrent à Jaffa en février 1936, les leaders palestiniens pensaient toujours pouvoir obtenir des concessions partielles du Royaume-Uni à travers des négociations. Mais les événements qui suivent les surprirent dans leurs démarches.

Tous ceux impliqués dans les événements d'avril 1936 reconnaissent que l'explosion de violence et de désobéissance civile fut spontanée, et que tout ce qui se produisit fut le résultat spontané du seuil critique atteint par le conflit, à l'exception peut-être des actions entreprises par les qassamistes survivants.

Même lorsque la grève générale fut déclarée le 19 avril 1936, la direction du mouvement nationaliste était en retard par rapport au mouvement. Ils rattrapèrent ceci dit, vite leur retard et réussirent à dominer à nouveau le mouvement nationaliste, pour des raisons déjà mentionnées dans notre analyse de la situation socio-politique.

D'un point de vue organisationnel, le mouvement nationaliste palestinien était représenté par un certain nombre de partis, vestiges des mouvements anti-ottomans du début du siècle pour la plupart. Cela signifie que ces partis ne s'étaient pas engagés dans la lutte pour l'indépendance (comme ça a pu être le cas en Egypte, par exemple), et qu'ils n'étaient guère plus que des plateformes générales, sans principes définis, sous le contrôle de groupes de notables, et basés sur des loyautés féodales et religieuses liées à des personnalités sociales et à leurs influences. Ils n'étaient pas des partis avec une base proprement organisée.

A l'exception d'al-Qassam (et, bien évidemment, des communistes), aucun des dirigeants du mouvement nationaliste palestinien de l'époque ne possédait une quelconque habilité organisationnelle. Même Hajj Amin al-Husseini<sup>35</sup>, par ailleurs doué d'une grande capacité administrative, n'avait aucune notion de l'organisation liée à une lutte. Les responsabilités organisationnelles reposaient souvent sur les talents individuels des sous-comités et des cadres intermédiaires, mais ces talents individuels ne se traduisaient presque jamais à l'échelle du parti.

La situation des représentants du mouvement nationaliste en Palestine était la suivante à la veille de la révolte: après la dissolution du Comité Exécutif Arabe en août 1934, six groupes avaient émergé:

---

35 Le Mufti de Jérusalem déjà mentionné plus haut.

1. Le Parti Arabe de Palestine, créé en mai 1935 et dirigé par Jamal al-Husseini<sup>36</sup>. Il incarnait en gros la ligne politique du Mufti et représentait les féodaux et les grands marchands urbains.
2. Le Parti de la Défense Nationale, dirigé par Raghîb al-Nashashibi, représentait la nouvelle bourgeoisie urbaine et les hauts dignitaires, et avait été fondé en décembre 1934.
3. Le Parti de l'Indépendance (Hizb al-Istiqlal<sup>37</sup>) était né en 1923. Auni Abd al-Hadl était à sa tête; il rassemblait les intellectuels, la moyenne bourgeoisie et certains secteurs de la petite-bourgeoisie, ce qui conduisit son aile gauche à jouer un rôle particulier pendant la révolte.
4. Le Parti de la Réforme, représentant un certain nombre d'intellectuels, fondé par le Dr. Husein al-Khalidi en août 1935.
5. Le Parti du Bloc National, dirigé par Abd al-Latif Salah.
6. Le Parti de la Jeunesse Palestinienne, dirigé par Ya'qub al-Ghusain.

Cette multiplicité de parti est trompeuse: elle ne constituait en rien une expression claire et stable de la configuration de classe du pays. L'écrasante majorité des masses n'étaient pas représentées (d'après Nevill Barbour, 90% des révolutionnaires étaient des paysans qui se considéraient comme des volontaires).

Regarder plus précisément la structure de classe de la Palestine en 1931 nous montre que 59% des arabes palestiniens étaient des paysans (19,1% des Juifs), 12,9% des Arabes travaillaient dans le bâtiment et dans l'extraction minière (30,6% des Juifs). 6% des arabes palestiniens travaillaient dans les communications et le transport, 8,4% dans le commerce, 1,3% dans l'administration, ... Cela signifie que la vaste majorité de la population n'étaient pas représentée par ces partis, qui représentaient essentiellement l'élite féodale et religieuse, les compradores<sup>38</sup> urbains et certains secteurs intellectuels: ces partis étaient toujours soumis à la direction du Mufti et de sa classe, l'élite féodale-cléricale, plus nationaliste que la bourgeoisie urbaine, essentiellement représentée par les effendis qui commençaient à l'époque à investir leur capital dans l'industrie (tendance qui se renforcera après la défaite de la révolte de 1936-1939).

La petite-bourgeoisie, comprise dans un sens large (petits commerçants, boutiquiers, enseignants, personnels des services publics et artisans), n'avait aucune direction. Sous le régime turque, cette petite-bourgeoisie était négligeable politiquement en tant que classe. En effet, ce régime reposait sur la classe effendi, lui donnant la responsabilité du gouvernement local sous la supervision de l'autre classe montante du régime, l'aristocratie féodale.

Le mouvement ouvrier était très récent et faible et était par conséquent vulnérable à la répression du gouvernement, à la compétition écrasante de la bourgeoisie et du prolétariat juif et aux persécutions par la direction du mouvement nationaliste arabe.

Au moment de la formation du Haut Comité Arabe, avec Hajj Amin al-Husseini à sa tête, le 25 avril 1936, le dirigeant du Parti Arabe, Jamal al-Husseini, était mécontent du fait que le peuple voit les Britanniques comme l'ennemi réel. De la même manière, le Parti de la Défense Nationale représentant, essentiellement, la classe comprador urbaine, n'était pas réellement disposé à un affrontement ouvert avec les Britanniques.

36 Le frère d'Amin al-Husseini.

37 *الاستقلال* [istiqlal]: *indépendance*. De nombreux partis arabes vont se nommer ainsi. Il existe encore un parti Istiqlal actuellement au Maroc.

38 Le terme *comprador* vient d'Amérique du Sud, et désigne la partie de la bourgeoisie directement dépendante du lien avec la puissance coloniale dans ses activités économiques (détenteurs de monopoles coloniaux, importateurs, ...), et donc soutenant politiquement la colonisation.

Deux jours avant cela, le 23 avril 1936, le leader du mouvement sioniste, Weizmann<sup>39</sup>, avait déclaré dans un discours prononcé à Tel-Aviv, que la lutte arabo-sioniste qui se profilait était une lutte entre un élément constructif et un élément destructif, plaçant les forces sionistes à leur juste place, au côté du colonialisme, à la veille du conflit armé. Voilà comment se présentaient les forces en présence à la veille de la révolte.

Dans les campagnes, la révolte prit la forme de la désobéissance civile couplée à l'insurrection armée. Des centaines d'hommes armés se rassemblèrent et rejoignirent les bandes qui se déployaient dans les montagnes. Le non-paiement des taxes fut décidé par environ 150 délégués représentant les Arabes de Palestine, dans une conférence se déroulant à l'université Raudat al-Ma'aref al-Wataniya à Jérusalem le 7 mai 1936. Une analyse des noms des délégués faite par Isa al-Safri montre que c'est à cette conférence que la direction du mouvement de masse s'organisa autour d'une alliance fragile entre les élites féodales-religieuses, la bourgeoisie commerciale urbaine un nombre limité d'intellectuels. La résolution adoptée à cette occasion était concise, mais illustre clairement jusqu'où une direction de ce genre était prête à aller: « *La conférence déclare à l'unanimité qu'aucune taxe ne sera payée à partir du 15 mai 1936 si le gouvernement britannique ne procède pas à un changement radical de sa politique en mettant fin à l'immigration juive* ».

La réponse britannique à la désobéissance civile et à l'insurrection armée fut de frapper à deux points clés: premièrement les cadres organisationnels qui étaient, pour la plupart, plus radicaux que leur direction et, deuxièmement les masses pauvres qui avaient participé à la révolte et qui n'avaient d'autre protections que leurs armes.

Ceci explique bien pourquoi les deux seuls personnes qui s'étaient montrées relativement compétentes pour organiser le mouvement, Auni Abed el-Hadj et Mohammad Azat Darwazeh, furent arrêtées. Les autres cadres furent soit arrêtés eux aussi, soit soumis à un harcèlement tel qu'il se retrouvèrent complètement paralysés: 61 arabes responsables de l'organisation de la grève (les cadres moyens) furent arrêtés le 23 mai. Mais cela n'empêcha pas Londres d'autoriser trois des dirigeants de la révolte, Jamal al-Husseini, Shibli al-Jamal, Abd al-Latif Salah et le Dr Izzat Tannus, à voyager pour rencontrer le ministre des Colonies, le 12 juin. Ce schéma se répétera durant les mois et les années qui suivront. Le gouverneur britannique remarqua avec une grande satisfaction que « *les prières du vendredi sont beaucoup plus modérées que je ne l'aurais imaginé à un moment où l'émotion est si grande. C'est dû essentiellement au Mufti* ».

Dès le départ, la direction du mouvement nationaliste palestinien voyait la révolte des masses comme un simple moyen de pression pour que le colonialisme britannique améliore les conditions de vie des masses. Les Britanniques avaient conscience de cela, et en tinrent compte. Ils n'allèrent pas, cependant, jusqu'à accorder aux classes dirigeantes du mouvement les revendications souhaitées: Londres persista dans son engagement de transmettre au mouvement sioniste l'héritage colonial en Palestine et mit, pendant les années de révolte, tout son poids au service de la présence sioniste, l'aidant à se maintenir.

Les britanniques employèrent deux moyens pour parvenir à leurs fins: ils déchaînèrent une violence encore jamais vue contre les paysans révolutionnaires et utilisèrent leur influence considérable auprès des régimes arabes, qui vont jouer un rôle majeur dans la liquidation de la révolte.

*Premièrement:* Les lois d'exceptions britanniques<sup>40</sup> jouèrent un rôle majeur. Pour

39 Grand leader sioniste, qui va diriger l'Organisation Sioniste Mondiale pendant plus de vingt ans (de 1920 à 1931, et puis à nouveau de 1935 à 1946) et deviendra le premier président d'Israël.

40 Kanafani parle ici d'un ensemble de décrets passés en urgence par le gouverneur britannique pendant l'année 1937 pour contrer la révolte. Ces décrets revenaient plus au moins à instaurer la loi martiale (avec censure, arrestations arbitraires, couvre-feu éventuels, ...) sur tout le territoire palestinien. Il est intéressant de remarquer que ces décrets ne furent jamais vraiment abolis: ils seront repris et intégrés dans une loi britannique de 1945, et en 1948, cette loi de 1945 sera transférée presque à l'identique dans le système juridique du nouvel état d'Israël. Les tribunaux militaires israéliens qui jugent les palestiniens dans la Cisjordanie actuelle fonctionnent toujours sous l'autorité de ces décrets de 1937.

montrer l'injustice de ces mesures, Al-Sifri cite plusieurs condamnations de l'époque: « six ans d'emprisonnement pour port d'arme, douze ans pour la possession d'une bombe, cinq ans de travaux forcés pour le détenteur de 12 balles, huit mois pour avoir indiqué une mauvaise direction à un groupe de soldats, neuf ans pour possession d'explosifs, cinq ans pour avoir essayé d'acheter des munitions à des soldats, deux semaines de détention pour avoir été en possession d'un bâton, ... »

D'après une évaluation britannique envoyée à la Société des Nations, le nombre d'Arabes palestiniens tué pendant la révolte de 1936 atteignait environ le millier, sans compter les blessés, les disparus et les internés. Les britanniques pratiquèrent une politique massive de destruction de maisons: par exemple, une partie de la ville de Jaffa fut détruite à l'explosif (le 18 juin 1936), environ 220 maisons étant détruites et 6000 personnes mises à la rue. Une centaine de cabanes furent pareillement détruite à Jabalia, 300 à Abu Kabir, 350 à Cheikh Murad et 75 à Arab al-Daudi<sup>41</sup>. Il est évident que les habitants de ces zones détruites à Jaffa et dans les villages environnants étaient des paysans pauvres ayant quitté la campagne pour la ville. D'après les estimations d'al-Sifri, 143 maisons furent détruites dans des villages pour des raisons directement liées à la révolte. Ces maisons appartenaient à des paysans pauvres, à quelques paysans plus riches et à un tout petit nombre de familles féodales.

*Deuxièmement:* L'émir Abdallah<sup>42</sup> de Transjordanie<sup>43</sup> et Nuri Saïd<sup>44</sup> entamèrent une action de médiation auprès du Haut Comité Arabe, mais cette médiation échoua malgré le fait que la direction du mouvement accepta leurs bons offices: le mouvement des masses n'était pas prêt à être domestiqué en 1936, bien que ces contacts eurent un impact négatif sur la révolte et laissèrent l'impression que le conflit en cours était susceptible d'être résolu par la négociation. Cette initiative qui débuta par un échec finit d'ailleurs par être couronnée de succès seulement sept semaines plus tard, en octobre de cette même année.

Mais ces contacts ne furent pas la seule forme que prit la dialectique des relations entre la Palestine et les pays arabes voisins. Cette dialectique était d'une grande complexité, à l'image de la complexité du conflit, . Dans ce domaine, nous avons déjà vu ce qu'al-Qassam avait pu représenter, et le phénomène qassamiste continua à s'exprimer par la suite, sous la forme du grand nombre de combattants de la liberté arabes qui se rendirent en Palestine, comme Sa'id al-As (tué en octobre 1936), Cheikh Muhammad al-Ashmar, et bien d'autres. Cet afflux de combattants comptait en son sein un certain nombre d'officiers nationalistes, aventuriers à l'image du célèbre Fauzi al-Qawuqji, qui s'institua commandant en chef de la révolte peu de temps après son arrivée en Palestine à la tête d'un petit groupe de guerriers en août 1936.

Ces officiers apportèrent des améliorations tactiques aux rebelles, mais l'essentiel de la violence révolutionnaire, aussi bien à la campagne qu'en ville, continua à reposer sur les épaules des paysans privés de terre. Les « officiers » issus des rangs des paysans eux-mêmes continuèrent à jouer un rôle majeur, malgré le fait qu'ils restèrent pour la plupart sous la direction du Mufti: ils représentaient des figures d'héroïsme légendaires pour les masses révolutionnaires.

La plupart des responsables locaux britanniques en Palestine n'adhéraient pas totalement à la politique de soutien inconditionnel au mouvement sioniste menée par Londres, et pensaient qu'une coopération pouvait se dessiner entre une classe dirigeante Arabe, dont les intérêts n'étaient pas nécessairement les mêmes que ceux de la révolte, et l'impérialisme britannique. Le Royaume-Uni finit néanmoins par reconnaître, le 19 juin 1936, « l'importance du lien fondamental entre la sauvegarde des intérêts britanniques en Palestine et le succès du

---

41 Ce sont des petits villages du centre de la Palestine.

42 Futur roi Abdallah 1er de Jordanie, qui n'existait pas à l'époque. Frère de Faiçal, le futur roi d'Irak. Tous deux étaient des Hachémites, une tribu bédouine censée descendre du prophète Mahomet. Ils ont tous les deux obtenu leurs royaumes grâce au soutien britannique.

43 La Transjordanie, ce sont les territoires du côté droit de la vallée du Jourdain, par opposition à la Cisjordanie qui est à gauche du Jourdain. De nos jours, la Cisjordanie forme les Territoires Occupés (les fameuses « frontières de 1967 »), tandis que la Transjordanie est tout simplement la Jordanie.

44 Premier ministre irakien de l'époque.

*sionisme* ». Le Royaume-Uni décida donc de renforcer ses forces en Palestine et de renforcer tout autant les mesures répressives.

Effrayé par cette décision, la direction du mouvement nationaliste palestinien vacilla et paniqua. Comme cela apparaît clairement dans les rapports que le gouverneur britannique envoyait à cette période à son gouvernement, Hajj Amin al-Husseini, Raghib Nashashibi et Auni Abd al-Hadi souhaitaient le rencontrer et étaient préparés à mettre fin à la révolte si les rois arabes le leur demandaient. Ils n'osèrent malgré tout pas avouer aux masses qu'ils étaient à l'origine d'un tel plan, et nièrent tout.

Un grand nombre de troupes britanniques (environ 20 000 hommes), débarquèrent en Palestine le 30 septembre 1936, immédiatement appuyés par un décret instaurant la loi martiale. Les autorités mandataires augmentèrent d'un cran le niveau de répression, et les batailles les plus violentes, les dernières batailles à se dérouler sur l'intégralité du territoire, eurent lieu en septembre et en octobre.

Le 11 octobre 1936, le Haut Comité Arabe diffusa un communiqué appelant à mettre fin à la grève et, par conséquent, à mettre fin à la révolte: « *La soumission à la volonté et aux souhaits de nos Altesses les rois arabes étant une de nos traditions ancestrales, et sachant que le Haut Comité Arabe est fermement convaincu que nos Altesses ne sauraient donner d'ordres qu'en conformité avec les intérêts de leurs fils et dans le respect de leurs droits, le Haut Comité Arabe, obéissant aux souhaits de nos Majestés et Altesses, rois et émirs, avec la conviction que de grands bienfaits résulteront de leur médiation et de leur coopération, appelle le noble peuple Arabe à mettre fin à la grève et aux troubles, en conformité avec ces ordres dont le seul but est de sauvegarder les intérêts des Arabes* ».

Un mois plus tard, le 11 novembre 1936, le « Commandement Général de la Révolte Arabe en Syrie du Sud - Palestine » déclara qu'il « *appelait à la cessation complète de tous les actes de violence et qu'aucune provocation pouvant potentiellement perturber l'atmosphère des négociations ne saurait se produire, la nation arabe plaçant ses espoirs dans le succès de ces négociations afin d'obtenir le respect complet des droits de notre pays* ». Dix jours plus tard, le même commandement déclara qu'il « *abandonnait le terrain, confiant dans les garanties offertes par les rois et émirs arabes concernant la sécurité des négociations* ».

Comme le dit Jamil al-Shuqairi: « *En conformité avec les ordres des rois et des émirs, la grève s'arrêta, et les activités rebelles prirent fin dans les deux heures suivant la diffusion de l'appel* ».

Les rois et les émirs obligeaient la direction du mouvement à leur obéir une deuxième fois trois mois plus tard, et ceci précisément sur la question à propos de laquelle cette direction, sous la pression du Royaume-Uni, avait le plus trompé les masses palestiniennes: l'immigration juive vers la Palestine, et plus précisément sur la Commission Royale Peel que la direction palestinienne avait décidé de boycotter. Le roi Abdul Aziz al-Sa'ud et le roi Ghasi écrivirent des lettres à Hajj Amin al-Husseini lui disant « *qu'en vertu de leur confiance dans les bonnes intentions du gouvernement britannique à rendre justice aux Arabes, il est de leur opinion que vos intérêts vous dictent de rencontrer la Commission Royale* ». Cette incident peut paraître trivial, mais il ébranla l'alliance qui s'était formée à la tête du mouvement nationaliste, étant donné que les forces de droite d'Hajj Amin al-Husseini, sous la bannière du Parti de la Défense, s'opposèrent immédiatement à la décision de boycott de la commission, et laissèrent clairement entendre qu'ils souhaitaient accepter le compromis proposé par le Royaume-Uni. Les dirigeants de ce parti, représentant principalement les effendis urbains, s'appuyaient sur le mécontentement des gros marchands urbains et sur la dislocation des intérêts de la bourgeoisie urbaine, qui avaient besoin de relations économiques étroites avec les britanniques, relations incarnées par les parts qu'elles détenaient dans des firmes industrielles britanniques, et parfois juives.

Les régimes arabes, et particulièrement le régime transjordanien, appuyaient fortement l'attitude de cette aile droite, et Hajj Amin al-Husseini et les intérêts qu'il représentait

n'avaient aucune intention de se tourner vers l'aile gauche, qu'ils avaient d'ailleurs commencé à liquider. Son attitude se fit donc de plus en plus hésitante et vacillante, et il devint bientôt clair qu'il ne pouvait se permettre de faire faire un pas de plus à la révolte tandis que toute retraite ne saurait, de la même manière, que lui être néfaste. Néanmoins, quand les britanniques pensèrent pouvoir profiter de la période de fin de la grève pour liquider politiquement le Mufti, ils se rendirent compte que cela ne serait pas possible et que l'aile droite du Mufti était encore bien trop faible pour contrôler la situation. Le gouverneur britannique pris habilement et progressivement conscience du rôle intéressant que pouvait jouer le Mufti en étant coincé entre le Parti de la Défense à sa droite et le Parti de l'Indépendance et ses jeunes intellectuels à sa gauche. Le gouverneur réalisa que le Royaume-Uni pouvait exploiter l'énorme écart entre « *l'obstination inflexible des villageois qui résistaient depuis six mois sans être rémunérés mais sans tomber dans le pillage* » et la faiblesse et même l'absence de qualité de la direction incarnée par le Haut Comité Arabe.

La justesse de l'analyse du gouverneur sur le rôle limité que pouvait jouer l'aile droite du Mufti apparut quand le Parti de la Défense ne réussit pas à adopter une position claire contre les conclusions de la commission Peel, qui recommandaient la partition et l'établissement d'un état Juif à leur publication le 7 juillet 1937.

En parallèle, il devint clair que la peur du gouverneur que la pression exercée par l'aile gauche du Mufti puisse finir par lui faire abandonner son attitude modérée n'était pas sans fondement. Cette pression ne vint par contre pas d'où le gouverneur l'attendait: elle fut exercée par les cadres intermédiaires, présents dans les comités nationaux et représentant les groupes de paysans dépossédés et les travailleurs au chômage dans les villes et dans les campagnes.

Le Mufti se retrouva donc acculé à la fuite. Il échappa à une arrestation en se réfugiant à Haram al-Sharif, mais les événements l'obligèrent à se positionner d'une manière qu'il refusait encore il y a seulement un an. En septembre 1937, Andrews, le gouverneur local du district de Galilée, fut abattu par un commando de quatre hommes armés à la sortie de l'église anglicane de Nazareth. Andrews était « *le seul administrateur mandataire à gouverner d'une manière conforme aux vœux des sionistes ... il ne réussit jamais à gagner la confiance des Fellahin [des paysans palestiniens]* ». Les Arabes le considéraient comme un ami des sionistes et pensaient que son rôle était de faciliter le transfert de la Galilée à l'état sioniste envisagé par la proposition de partition. Les paysans arabes ne l'aimaient pas et l'accusaient d'avoir facilité la vente des terres Huleh; le commando l'ayant assassiné était considéré comme composé de membre des cellules secrètes qassimites.

Le Haut Comité Arabe condamna cette action le soir même mais, exactement comme au moment de la mort d'al-Qassam, la situation échappait maintenant au contrôle du Mufti et de son groupe, les amenant à suivre le mouvement s'ils ne voulaient pas être dépassés, comme en avril 1936.

L'élan révolutionnaire des masses était cette fois plus violent, à cause de l'expérience accumulée durant l'année écoulée mais aussi parce que le conflit se déroulant devant leurs yeux devenait de plus en plus évident. A ce stade, la révolte était essentiellement, voire même totalement, dirigée contre les Britanniques plutôt que vers les sionistes. L'intensification du conflit avait radicalisé les positions: les paysans menaient maintenant presque totalement la révolte, le rôle de la bourgeoisie urbaine se réduisait, les riches et les couches moyennes de la paysannerie hésitaient à soutenir les rebelles tandis que les forces sionistes passaient maintenant à l'offensive.

Deux questions pertinentes doivent être prises en compte concernant cette phrase de la révolte:

- « *Les Arabes contactèrent les sionistes, leur proposant un accord éventuel à condition d'une rupture complète des relations avec le Royaume-Uni. Les sionistes rejetèrent*

*cette proposition immédiatement, leurs relations avec le Royaume-Uni leur paraissant fondamentales* ». Ceci alla de pair avec une augmentation du nombre de sionistes employés dans les forces de l'ordre en Palestine: de 365 en 1935 à 682 en 1936. A la fin de l'année 1936, le gouvernement annonça le recrutement de 1240 sionistes comme auxiliaires policiers armés. Un mois plus tard, ce chiffre passa à 2863, et des officiers britanniques jouèrent un rôle majeur dans les attaques sionistes de villages arabes palestiniens, dirigeant plusieurs des groupes responsables de ces attaques.

- le fait que la direction de la révolte se trouve en dehors de la Palestine (à Damas<sup>45</sup>) renforça le rôle des cadres locaux, qui étaient des paysans pauvres pour la plupart, par rapport à la période précédente. Ces cadres avaient des liens solides avec les paysans, et ceci explique pour une grande part les extrémités atteintes par la révolte. Par exemple, durant cette période, Abd al-Rahim al-Hajj émergea en tant que commandant, et les communistes ont pu affirmer avoir des contacts avec lui et lui avoir fourni des informations. Ceci aurait pu être un point de rupture historique majeur de cette révolte si la faiblesse de la « gauche » n'avait pas été si criante et si ces commandants locaux n'avaient pas été forcés de maintenir leurs liens organisationnels avec le Comité Central de la Lutte (jihad<sup>46</sup>) à Damas, non seulement par loyauté, mais aussi car ils en dépendaient financièrement.

Dans toute l'histoire de la lutte palestinienne, la révolte armée populaire n'aura jamais été plus proche de la victoire que dans les quelques mois entre la fin de 1937 et le début de 1939. Durant cette période, le contrôle des forces armées britanniques sur la Palestine s'affaiblit, l'autorité du colonialisme se trouva à son point le plus bas, et la révolte devint la force la plus respectée et la plus influente du pays.

C'est à ce moment là que le Royaume-Uni commença à s'inquiéter de la nécessité de rediriger une partie de ces forces armées en Europe pour y répondre à la dégradation de la situation. Le Royaume-Uni se retrouva donc de plus en plus favorable à « *la mise sur pied rapide d'une force de défense force volontaire juive de 6500 hommes, sur la base de milices existantes* ». Le gouvernement mandataire avait déjà auparavant commencé à utiliser les forces sionistes locales et à leur confier beaucoup des tâches répressives qui se multipliaient. Par contre, le gouvernement ne rompit pas ses liens avec la classe représentée par le Mufti, et joua même un rôle particulièrement important, à ce moment précis, dans le maintien du Mufti comme représentant indiscutable des Arabes palestiniens. Ses réserves concernant la légitimité du Mufti s'évanouissaient dès lors que le remettre en cause « *ne laisserait personne pour représenter les Arabes à part les chefs de la révolte dans les montagnes* », comme le déclara le gouverneur britannique pour la Palestine. Il est clair que ceci contribua, avec l'aide d'autres facteurs, à maintenir le Mufti à la tête du mouvement nationaliste palestinien malgré le fait qu'il ait abandonné en catastrophe son refuge de la mosquée al-Aqsa pour partir à Damas en janvier 1937.

L'oppression britannique, qui atteignait maintenant un niveau inouï, et l'intensification des opérations policières, des arrestations de masse et des exécutions, tout au long de 1937 et 1938, affaiblirent la révolte mais ne l'arrêtèrent pas. Les britanniques commençaient à réaliser qu'ils avaient affaire à une révolte paysanne, du point de vue de sa forme comme du point de vue de son origine et de sa direction. Du fait de cette origine paysanne de la révolte, tout le monde en ville commença à porter la coiffe paysanne (keffi ya et agal<sup>47</sup>) pour que les paysans se rendant en ville ne soient pas harassés par les autorités. Plus tard, tout le monde fût même

---

45 Capitale de la Syrie.

46 جهاد [jihad] est un mot qui vient du Coran, qui signifie un effort, une lutte pour se rapprocher de Dieu. Cela peut aller jusqu'à la fameuse « guerre sainte » qu'on associe en général au mot en Occident, mais le mot a un sens beaucoup plus large et beaucoup moins radical que ça.

47 كوفية [kufiyyah] est le mot arabe pour notre bon vieux keffi eh, le عقال [i'iqal] est l'auréole en corde tenant le keffieh traditionnel sur la tête, comme on peut le voir de manière célèbre sur à peu près toutes les photos de Yasser Arafat. Les deux accessoires sont d'origines bédouine et sont très répandus dans la région. Avant d'être des symboles de la résistance palestinienne, ils étaient essentiellement portés par les paysans.

incité à ne pas porter sa carte d'identité pour que les autorités ne puissent pas faire la différence entre un villageois et un paysan.

Tout ça indique clairement la nature de la révolte et l'étendue de son influence durant cette période. La campagne en général était le berceau de la révolte, et l'occupation temporaire des villages en 1938 fut réalisée à l'aide d'attaques de paysans extérieurs. Les paysans et les villageois payèrent donc le plus lourd tribut de la révolte.

En 1938, un grand nombre de paysans furent exécutés pour simple possession d'arme. Un examen rapide des noms de ceux qui furent exécutés ou envoyés en prison nous montre que l'écrasante majorité était constituée de paysans pauvres. Pour illustrer, « *tous les habitants du village d'Ain Karem<sup>48</sup>, soit trois mille personnes au total, furent tenus de faire dix kilomètres chaque jour pour pointer au commissariat le plus proche* ». Les Britanniques condamnèrent, durant cette période, 2000 Arabes palestiniens à des longues peines d'emprisonnement, démolirent plus de 5000 habitations, pendirent 148 personnes à la prison d'Acre, et envoyèrent plus de 5000 personnes en prison pour des peines plus ou moins longues.

Ayant renoncé à la proposition de partition recommandée par le rapport Peel en novembre 1938, le Royaume-Uni commença à essayer de gagner du temps. La table ronde tenue à Londres en février 1939 fut un exemple parfait des tractations douteuses se déroulant en coulisse entre la direction palestinienne et les britanniques, qui n'ignoraient pas que cette direction était prête à tout moment à négocier. Bien sûr, Jamal al-Husseini ne se rendit pas à la table ronde de Londres seul: il était accompagné par les représentants des pays arabes « indépendants ». Par conséquent, pour la deuxième fois en moins de deux ans, les pays arabes manipulés par le colonialisme se retrouvèrent à imposer leur volonté aux Arabes de Palestine, à travers l'identité des intérêts réels ou potentiels de tous ceux s'asseyant à la table à Londres.

Les discours de Jamal al-Husseini, l'émir Faïçal (Arabie Saoudite), Amir Hussein (Yemen), All Mahir (Egypte) et Nuri al-Sa'id<sup>49</sup> (qui, en tant que représentant irakien, déclara qu'il s'était rendu à cette conférence en tant qu'ami du Royaume-Uni et qu'il ne dirait pas un mot pouvait blesser un seul britannique car il était, du plus profond de son cœur, l'ami des britanniques), ne fit que confirmer la réussite de la politique britannique échafaudée depuis longtemps vis-à-vis de la direction du mouvement palestinien: garder le contact, et maintenir une main tendue à tout moment. Les britanniques étaient convaincus que l'Irak et l'Arabie Saoudite « *étaient prêtes à utiliser leur influence auprès des chefs palestiniens pour mettre fin à la révolte et assurer la réussite de la conférence* ».

La révolte en Palestine n'était, malgré tout, pas étouffée: les statistiques officielles nous apprennent qu'il y eu, en février 1939, 110 personnes tuées et 112 blessées au cours de 12 affrontements avec les forces britanniques, que 39 villages furent fouillés, trois localités soumises à un couvre-feu, environ 200 villageois arrêtés, que dix Arabes furent exécutés pour détention d'armes, qu'il y eu cinq incendies déclarés dans des bâtiments gouvernementaux, dix attaques sur des colonies sionistes, qu'un pipeline fut dynamité, un train entre Haïfa et Lydda attaqué, et un checkpoint installé à l'entrée de la mosquée al-Aqsa.

Les chiffres rassemblés par le secrétaire colonial montrent « *entre le 20 décembre [1938] et le 29 février [1939], 348 assassinats, 140 actes de sabotages, 19 kidnappings, 23 vols, 9 attentats à l'aide de mines, et 23 attentats à la bombe. Par ailleurs, l'armée perdit 18 hommes, 39 furent blessés, tandis que les Palestiniens perdaient 83 hommes et 124 des leurs étaient blessés, ceci sans inclure les pertes subies par les rebelles* ».

Les événements se poursuivirent jusqu'à l'aube de la seconde guerre mondiale, en septembre

48 Village du sud-ouest de Jérusalem, qui est maintenant un quartier de la Jérusalem israélienne. Le village se trouvait en zone internationale dans le plan de partition de l'ONU de 1947. La plupart des habitant-e-s Arabe ont fui entre avril et juin 1948, après que la nouvelle du massacre perpétré par les sionistes dans le village voisin de Deir Yassin se soit répandue.

49 Voir les notes de la page 32 pour plus d'informations sur ces officiels arabes.

1939. Dans l'intervalle, les Arabes palestiniens avaient subi des pertes irrémédiables: la direction et sa volonté de compromis étaient à l'extérieur du pays, les nouveaux commandants locaux tombaient les uns après les autres dans les affrontements, l'oppression britannique atteignait son apogée, et la violence sioniste montait en puissance depuis le milieu de 1937. Il est évident que la présence continue et tenace des britanniques sur le théâtre palestinien finissait par épuiser les rebelles qui n'étaient plus, à cause de leur direction, sûrs des adversaires et des objectifs de la lutte. La direction pouvait à certains moments parler d'un lien traditionnel et amical et d'intérêts communs avec le Royaume-Uni, et même aller jusqu'à admettre l'autonomie des Juifs sur les zones colonisées dans d'autres circonstances. Il est clair que les hésitations de la direction et son incapacité à fournir un objectif clair à la lutte jouèrent un rôle dans l'affaiblissement de la révolte.

Mais cette analyse ne doit pas nous conduire à négliger les éléments objectifs de la défaite: les britanniques utilisèrent deux divisions de l'armée, plusieurs escadres d'avions, la police, la Force Frontalière Transjordanienne ainsi qu'une force quasi-sioniste de 6000 hommes: tout ceci fut jeté dans la bataille afin de reprendre le contrôle de la situation (la commission Peel mentionna que les dépenses liées à la sécurité en Palestine s'étaient accrues de 826 000 LP en 1935 à 2 223 000 LP en 1936).

La campagne de terreur et les efforts accomplis pour rompre le lien entre les rebelles et les villages finirent par épuiser la révolte. La mort d'Abd al-Rahim al-Hajj Muhammad en mars 1939 porta un coup fatal à la révolte, la privant d'un de ses chefs populaire et révolutionnaire le plus brave, intelligent et intègre. Les commandants locaux commencèrent à renoncer et à fuir peu après. Le rapprochement franco-britannique se concrétisant à la veille de la guerre facilita par ailleurs l'encerclement des rebelles: Arif Abd al-Razzaq, fugitif et affamé, fut livré aux Français avec plusieurs de ses compagnons, les forces jordaniennes arrêtaient Yusuf Abu Daur et le remirent aux britanniques, qui l'exécutèrent. Le terrorisme britannique et sioniste dans les villages effraya la population et la détourna du soutien aux rebelles, que ce soit en terme de munitions ou en terme de nourriture. Plus encore, l'absence d'un minimum d'organisation rendit impossible tout dépassement de ces obstacles.

---

Le Parti Communiste Palestinien attribua, à l'époque, l'échec de la révolte à cinq causes principales:

1. l'absence de direction révolutionnaire
2. l'individualisme et l'opportunisme des leaders de la révolte
3. l'absence de commandement central des forces de la révolte
4. la faiblesse du Parti Communiste Palestinien
5. le contexte international hostile

Cette analyse est pour l'essentiel correcte, mais il est nécessaire d'ajouter à ces causes le fait que le Parti Communiste lui-même était proche de la direction d'Hajj Amin Al-Husseini, qu'ils voyaient comme « appartenant à l'aile anti-impérialiste la plus radicale du mouvement nationaliste » tandis qu'il qualifiait les ennemis du Mufti de traîtres « féodaux ». Ceci, malgré le fait que le groupe du Mufti n'avait pas hésité à liquider les éléments gauchistes tentant de pénétrer les milieux ouvriers.



La gauche communiste était, en plus de sa faiblesse, incapable d'acquiescer une audience en campagne: elle se concentrait dans certaines villes. Elle n'avait pas su arabiser le Parti ainsi que l'avait recommandé le septième congrès du Komintern, et était toujours victime de ses opinions trop restreintes sur l'unité arabe et de ses relations trop limitées, relativement à la lutte, avec le reste arabe du pays, ce qui se répercutait en terme organisationnel.

Ces limitations de la lutte palestinienne sont pour l'essentiel causées par l'énorme tiraillement causé au sein de la société palestinienne par le rapide mouvement de passage, comme nous l'avons vu, d'une société agricole arabe à une société industrielle juive. Ceci est la vraie raison de l'incapacité de la bourgeoisie nationaliste arabe et de la petite-bourgeoisie à jouer leur rôle historique dans le mouvement nationaliste palestinien de l'époque, ce qui permit aux leaders religieux et féodaux de diriger sans contestation ce mouvement pendant une longue période.

Le Dr. Abd al-Wahhab al-Kayyali mentionne aussi « *la fatigue de la lutte, la pression militaire constante et l'espoir que certaines dispositions du rapport McDonald<sup>50</sup> seraient appliquées, ainsi que le manque d'armes et de munitions: tout ceci rendit difficile la poursuite de la révolte. Pire encore, les français, en vue de la guerre mondiale qui s'annonçait, décidèrent d'en finir avec le quartier général rebelle à Damas* ».

Nous pouvons ajouter à toutes ces causes deux facteurs interconnectés qui jouèrent un rôle essentiel dans le freinage de la révolte, et dont nous pouvons discuter simultanément: il s'agit de l'attitude de la Transjordanie, représentée par le régime de l'émir Abdullah soumis au colonialisme et de l'activité des agents de la contre-révolution à l'intérieur du pays, qui accomplissaient leur tâche à la périphérie des activités terroristes britanniques et sionistes.

Le Parti de la Défense mené par Raghīb Nashashibi joua un rôle d'intermédiaire et de représentant du régime transjordanien à l'intérieur du mouvement nationaliste palestinien. Ce lien avec le régime transjordanien fonctionnait probablement comme une sorte de camouflage des liens réels du parti avec le colonialisme britannique au sein d'une lutte où l'ennemi proclamé était ce même colonialisme. Le lien de ce parti avec la Transjordanie fonctionna donc comme un dispositif de dissimulation accepté par les deux camps. Le Parti de la Défense était constitué d'un petit groupe d'effendis urbains qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie comprador en train d'apparaître et qui commençait à réaliser que son existence et sa prospérité ne dépendait plus uniquement de ses liens avec le colonialisme britannique, mais aussi de sa proximité avec le mouvement sioniste qui contrôlait la transformation industrielle de l'économie palestinienne. C'est à cause de cette situation de classe qu'on peut résumer l'histoire de ce parti en disant qu'il a « *coopéré administrativement avec les autorités d'occupation, coopéré commercialement avec le sionisme, vendu des terres aux Juifs, servi d'agent immobilier lors de certaines de ces transactions, corrompu à droite et à gauche, freiné l'activité nationaliste, renforcé le lien entre Abdullah, Hussein et les sionistes en 1923-1924, soutenu l'immigration et le Mandat pendant les années 20, la partition pendant les années 30, soutenu l'établissement d'un foyer national Juif sur une partie du territoire palestinien et l'attribution du reste de la Palestine à la Transjordanie, ...* »

Pendant ce temps-là, l'émir Abdullah de Transjordanie réprima le mouvement de masse transjordanien qui avait décidé de son propre chef, lors d'une conférence populaire tenue dans le village d'Umm al-Amd sous l'autorité Mithqal al-Faiz, de fournir des hommes et des armes à la révolte palestinienne, et les britanniques décidèrent de considérer la Transjordanie comme faisant partie du théâtre d'opération dans leurs activités contre les rebelles

---

50 Le rapport MacDonal, souvent appelé 1939 White Paper en anglais, était un rapport officiel du ministre des Affaires Coloniales de l'époque, MacDonal, qui proposait non plus la partition de la Palestine comme la commission Peel l'avait fait deux ans plus tôt, mais un état unique sur tout le territoire palestinien, avec un gouvernement partagé entre Arabes et Juifs proportionnellement à la population et une limitation de toute nouvelle immigration juive. Il fit scandale chez les sionistes où il fut interprété comme une trahison de la déclaration Balfour. Ce rapport fut probablement destiné à obtenir le soutien des Arabes envers les Britanniques avant la seconde guerre mondiale, en tout cas d'après le spécialiste de l'holocauste Raul Hilberg dans *La destruction des juifs d'Europe*.

palestiniens.

Le rôle joué par le régime transjordanien affilié au colonialisme ne se limita pas à cela: il ferma les routes vers l'Irak pour empêcher l'arrivée de tout soutien, il restreint les mouvements des leaders palestiniens qui furent obligés, après la construction d'un ligne barbelée le long de la frontière de la Palestine, à augmenter leurs activités partant de la Transjordanie. Les activités du régime débouchèrent finalement sur l'arrestation en 1939 de deux chefs palestiniens. L'un d'eux, Yusuf Abu Durrar, fut livré aux Britanniques et exécuté immédiatement après.

Tout au long de la révolte, les forces du régime transjordanien se retrouvèrent au côté des troupes britanniques et des milices sionistes dans la chasse aux rebelles. Il ne saurait y avoir de doute quant au fait que ce rôle joué par le régime transjordanien incita des éléments contre-révolutionnaires internes au mouvement palestinien à radicaliser leurs activités. Certains des chefs du Parti de la Défense participèrent à la formation de ce qu'ils appelèrent des « *détachements de la paix* », de petites forces mercenaires entraînées en coopération avec les Britanniques, qui traquèrent elles aussi les rebelles, participèrent à des affrontements contre eux et attaquèrent certaines positions tenus par les rebelles. Fakhri al-Nashashibi dirigeait une de ces divisions, lui fournissant des armes et contrôlant ses activités, ce qui provoqua sa mort quelques mois avant la fin de la révolte. Peu de temps avant cela, la terrible campagne britannique de désarmement de la Palestine reposa sur le fait « *d'encourager des éléments hostiles au Mufti à leur [les Britanniques] fournir des informations sur l'identité des rebelles* ». L'attitude de l'Irak et de l'Arabie Saoudite à ce moment ne fut pas meilleure que celle de la Transjordanie. A la conférence de Londres, les deux pays exprimèrent leur volonté « *d'utiliser leur influence auprès des leaders palestiniens pour mettre fin à la révolte* »<sup>51</sup>. Mais tout ceci ne suffit pas à donner aux chefs de la contre-révolution (les agents des Britanniques) une réelle influence sur les masses. Au contraire, tout ceci renforça le Mufti et sa direction, ce qui était contraire aux objectifs de départ, qui visaient à isoler le Mufti afin de le contrôler. Tout au long de ces opérations, les Britanniques restèrent convaincus qu'al-Nashashibi ne pourrait jamais représenter une alternative au Mufti.

A cause des conflits mineurs entre le colonialisme français en Syrie et au Liban et le colonialisme britannique, la politique du Mufti disposa d'une marge de manœuvre limitée, mais celle-ci se révéla trop petite pour amener un changement radical dans l'équilibre des pouvoirs, et cette marge de manœuvre se réduisit rapidement, jusqu'à disparaître à l'aube de la guerre.

Tous ces éléments nous permettent de voir que la révolte palestinienne fut frappée à ses trois points faibles:

- l'élément subjectif, c'est-à-dire l'impuissance, l'hésitation, la faiblesse, le manque de recul et la désorganisation de ses différents chefs
- l'élément Arabe, c'est-à-dire la collusion des régimes Arabes pour bloquer la révolte, à une époque où le mouvement nationaliste Arabe encore faible n'interagissait que faiblement et marginalement avec la révolte palestinienne
- l'élément international: c'est-à-dire l'immense déséquilibre des forces en présence, due à l'alliance de tous les membres du camp colonialiste et du mouvement sioniste, ce qui va fournir à ce camp une force de frappe considérable juste avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

L'estimation des pertes humaines arabes pendant la révolte de 1936-1939 semble nous donner un chiffre de 19 792 tués et blessés sur les quatre années de la révolte, en incluant les pertes subies sous les coups des milices sionistes.

---

51 Cette déclaration date de la conférence de Londres de février 1939 dont Kanafani a déjà parlé page 35.

Cette estimation est basée sur les premiers chiffres disponibles dans les documents gouvernementaux britanniques, chiffres minimisés qui ont été complétés à l'aide d'autres sources. Ces calculs nous donnent 1200 morts arabes pour 1936, 120 pour 1937, 1200 pour 1938 et 1200 pour 1939, ce à quoi il faut ajouter 112 Arabes exécutés et 1200 tués dans diverses opérations terroristes. Ceci amène le total des arabes tués pendant la révolte à 4 032, et le total des blessés à 14 760. 816 Arabes furent emprisonnés en 1937, 2 463 en 1938 et environ 5 679 en 1939<sup>52</sup>.

Des comparaisons sont nécessaires pour apprécier ces pertes à leur juste valeur: proportionnellement à la population de l'époque, les pertes palestiniennes de 1936-39 représenteraient 200 000 morts, 600 000 blessés et 1 224 000 détenus au Royaume-Uni. A l'échelle des États-Unis, ces pertes représenteraient près d'un million de tués, trois millions de blessés et plus de six millions de personnes emprisonnées !

Les conséquences les plus sérieuses de cette période consistent néanmoins dans l'inflation rapide des secteurs militaires et économiques fondamentaux de l'entité sioniste coloniale en Palestine. Il n'est pas exagéré de dire que la présence économique et militaire des sionistes s'enracina solidement entre 1936 et 1939, renforçant ses liens avec l'impérialisme au passage. Un historien israélien affirme même qu'on peut dire que « *les conditions de la victoire sioniste de 1948 ont été créées pendant la période de la révolte arabe* ».

Le cap général suivi par les sionistes durant cette période est celui d'une volonté profonde d'éviter tout conflit avec les autorités mandataires, même lorsque celles-ci durent, sous la pression de la rébellion arabe, refuser certaines exigences sionistes.

Les sionistes savaient que laisser les Britanniques, la plus puissance et la plus aguerrie des armées coloniales de l'époque, écraser la révolte arabe serait plus utile à leurs futurs plans qu'aucune autre alternative.

La stratégie sioniste s'orientait donc autour de deux axes parallèles:

1. une alliance la plus proche possible avec le Royaume-Uni, à tel point que le 20<sup>ème</sup> congrès sioniste de l'été 1937 accepta le principe de la partition de la Palestine de manière à éviter toute confrontation avec le Royaume-Uni. Il s'agissait d'utiliser l'empire colonial britannique pour écraser la révolte arabe qui commençait à repartir cet été-là.
2. une mobilisation interne constante de la société sioniste, sous le slogan « *il n'y a pas d'alternative* » [à la guerre, ndt], adopté par Ben Gourion<sup>53</sup> à l'époque, insistant sur la nécessité de bâtir une société militarisée et dotée de l'infrastructure économique nécessaire à la guerre.

L'étendue du compromis qui pouvait être trouvé avec les Britanniques, malgré certaines de leurs actions, comme leur décision de réduire l'immigration juive autorisée, était un point saillant de la politique sioniste de l'époque. Certains éléments du mouvement sioniste rejetaient ce qu'ils appelaient une « *auto-restriction* », mais cette minorité n'eut que peu de poids. La grande ligne de la politique sioniste de l'époque a été résumée par Weizmann: « *Il existe une complète harmonie d'intérêt entre les sionistes et les Britanniques en Palestine* ».

La rencontre et la combinaison de ces deux axes politiques (coopération la plus large possible avec le mandat britannique et mobilisation de la société coloniale juive) durant cette période auront des conséquences extrêmement importantes.

En effet, la bourgeoisie juive utilisa la révolte arabe pour pouvoir réaliser ceux de ses projets

52 Benny Morris parle lui de « 3 000 à 6 000 tués parmi les Arabes » et de « 6 000 se trouvant en détention ». Voir p. 179 de son livre que j'ai déjà cité.

53 Très importante leader sioniste, premier premier ministre israélien, et chef incontesté de la gauche (molle) sioniste jusque dans les années 60.

qui auraient été impossibles à réaliser dans d'autres circonstances. Ne faisant plus face à une production agricole arabe palestinienne plus compétitive<sup>54</sup>, cette bourgeoisie en profita pour renforcer son poids économique avec la bénédiction des Britanniques, sans que tout ça n'aurait guère été possible.

Pendant la révolte, les sionistes et les autorités mandataires construisirent un réseau de routes entre les villes et les principales colonies sionistes, réseau de routes qui sera par la suite une fondation essentielle de l'infrastructure économique sioniste. La route reliant Haïfa à Tel-Aviv fut pavée, le port d'Haïfa agrandi, et un port fut construit à Tel-Aviv, qui par la suite éclipsa le port de Jaffa. Les sionistes se virent aussi attribuer aussi les contrats d'entretien des troupes britanniques stationnées en Palestine.

Cinquante colonies sionistes furent créées en 1936 et 1939, et les Juifs investirent 1 268 000 LP dans des constructions dans cinq villages juifs entre 1936 et 1938, par opposition à des investissements arabes de seulement 120 000 LP répartis entre 16 villages sur la même période. Plusieurs projets britanniques de construction furent aussi lancés explicitement pour diminuer le nombre de chômeurs juifs, à hauteur de « 100 000 LP d'emploi uniquement juif » sur un seul de ces nombreux projets.

Les statistiques disponibles avec le recul nous donnent une idée précise de ce phénomène: l'ensemble des exportations de biens manufacturés doubla presque de 1935 à 1937 (passant de 478 807 LP à 896 875), malgré la révolte. Ceci ne peut être expliqué que par une activité accrue de l'économie juive.

Cette mobilisation s'étendit, au-delà du domaine économique, dans le domaine militaire, en partenariat avec le gouvernement mandataire.

Les Britanniques réalisèrent petit à petit que leur allié sioniste pouvait leur être particulièrement utile en tenant un rôle qu'eux seuls pouvaient tenir: les recrues juives armées dans la police étaient au nombre de 2 863 en septembre 1936, mais il fallait aussi compter avec d'autres forces juives: la Haganah<sup>55</sup> comptait 12 000 hommes en 1937, et l'Organisation Militaire Nationale de Jabotinski<sup>56</sup> en comptait 3 000. Tout ceci fut assimilé à partir de l'automne 1936 à une « force para-policière », fournissant à la présence armée sioniste la bienveillance et le soutien du gouvernement britannique.

Cette force para-policière servit d'organisation de transition jusqu'à ce que la Haganah soit réellement opérationnelle au début de 1937. Non seulement les Britanniques savaient ce qui se passait, mais ils participèrent au processus. Les opérations de la Haganah à ce stade étaient soit des échauffourées limitées avec les Arabes palestiniens soit des patrouilles, et avaient surtout pour objectif de semer la confusion dans les rangs palestiniens. Toutes ces opérations n'auraient pas pu avoir lieu sans que les autorités mandataires ne soient informées et ne participent à cet effort, tout en maintenant l'alliance avec les sionistes. Ben Gourion parle de la « configuration » idéale que cette pseudo-force policière a pu fournir aux entraînements de la Haganah.

Cette milice fut appelée « Force de Défense des Colonies Juives » à l'été 1937, pour finalement se nommer « Police Coloniale ». Sa création fut supervisée dans tout le pays par le gouvernement mandataire et les Britanniques entraînèrent ses membres. Elle fut renforcée de 3000 nouveaux éléments en 1937, et ces nouveaux éléments jouèrent un rôle majeur dans les opérations répressives entreprises dans le nord contre les rebelles. Quand les Britanniques

---

54 Note de Kanafani: Par exemple, les salaires versés aux travailleurs agricoles du citron (le produit agricole le plus important de la Palestine) étaient en 1936 de 12 LP par dunum et par an pour les travailleurs juifs, et était de 8 LP par dunum et par an pour les travailleurs arabes.

55 Plus large milice sioniste des années 20/30, la Haganah (ההגנה: la défense en Hébreu) va former plus tard le cœur de la future armée israélienne.

56 Autre grand leader sioniste, chef de la tendance révisionniste au sein du sionisme, plus radical et plus réactionnaire que Ben Gourion, par exemple. Fondamentalement « anti-bolshevik ». Va fonder le Betar, organisation de jeunesse juive qui existe encore aujourd'hui et se situe à la lisière du fascisme.

décidèrent de passer à l'offensive contre les rebelles en juin 1938, ils formèrent intensivement de nombreux cadres de la Haganah, qui deviendront des officiers de l'armée israélienne. Dans les premiers mois de 1939, l'armée britannique réorganisa dix groupes de la Police Coloniale et les réarma, leur donnant des noms hébreux et les autorisant à abandonner le qalbak, le casque officiel pour porter des chapeaux de brousse australiens afin de les rendre plus reconnaissables. Ces groupes comptaient 14 411 hommes au total et étaient commandés par un officier britannique, avec un adjoint nommé par l'Agence Juive<sup>57</sup>. A l'été 1939, les sionistes disposaient aussi de 62 unités mécanisées de huit à dix hommes.

Les premières pierres de l'appareil militaire sioniste furent posées sous la supervision des britanniques. La force sioniste chargée de défendre la voie de chemin de fer Haïfa-Lydd<sup>58</sup> fut par la suite chargée de défendre le pipeline de la plaine de Bashan, récemment construit (1934) pour acheminer le pétrole de Kirkuk<sup>59</sup> à Haïfa, et attaqué de multiples fois par les rebelles palestiniens.

L'importance symbolique de ce pipeline n'échappait pas aux rebelles arabes, qui avaient conscience de l'importance du pétrole pour les exploiters britanniques. Ils le firent sauter une première fois près d'Irbid<sup>60</sup> le 15 juillet 1936, et l'attaquèrent encore et encore par la suite à Kaukab, Hawa, Mihna Israil, Iksal, à Tell Adas, Bira, Ard al-Marj, Tamra, Kafr Misr, Jisr al-Majami, Jinjar, Bashan et Ain Daur<sup>61</sup>. Les Britanniques ne purent pas défendre ce pipeline si fondamental et l'admirent, ce qui transforma les attaques du « tuyau » en glorieuses actions de résistance dans la mythologie populaire.

Les Britanniques réussirent néanmoins à assurer un minimum de protection au pipeline de deux manières: ils en confièrent la protection à des groupes sionistes à l'intérieur de la Palestine, tandis qu'en territoire jordanien, cette mission fut confiée au « *Cheikh Turki ibn Zain, chef de la branche Zain de la tribu Bani Sakhr, autorisé par la compagnie pétrolière à utiliser tous les moyens nécessaires pour contrôler le désert* ». Ben Gourion révèle presque cela quand il parle des efforts britanniques pour établir une force aérienne sioniste qui aurait été supposée protéger ce même pipeline.

Les Britanniques furent donc les pionniers de la stratégie de « vietnamisation »<sup>62</sup>, trente ans avant les Américains. Cet événement fut extrêmement important, puisqu'il convainquit les britanniques que la formation d'une force armée sioniste résoudrait beaucoup des problèmes rencontrés dans la défense des intérêts impérialistes dans la région.

Sur le terrain, l'officier Charles Orde Wingate<sup>63</sup> joua un rôle majeur dans la réalisation concrète de cette alliance anglo-sioniste. Les historiens sionistes décrivent les efforts de Wingate comme de simples conséquences d'un tempérament idéaliste, mais il est évident que cet officier intelligent avait été envoyé par ses chefs en automne 1937 à Haïfa avec une mission précise: la formation du noyau d'une réelle armée sioniste, pour solidifier et réorganiser les forces armées sionistes déjà à l'œuvre les mois précédents.

---

57 Institution quasi-étatique sioniste, qui était une sorte de gouvernement non-officiel des colons juifs de Palestine avant l'établissement de l'état d'Israël.

58 Lydda s'appelle maintenant Lod, et est une banlieue de Tel-Aviv, à 10km du centre de la capitale israélienne. Avec la ville toute proche de Ramla, elle était essentiellement arabe, et fut massivement purgée de ses habitants en 1948 par l'armée israélienne: plus de 50 000 Palestiniens ont fui les deux villes en juin 1948, une centaine trouvant la mort pendant la fuite jusqu'à Ramallah, 50km plus à l'est.

59 Ville du centre de l'Irak. Le pétrole britannique venait du royaume irakien dirigé par un monarque pro-britannique.

60 Ville du centre de la Jordanie.

61 Toutes ces localités se trouvent en Jordanie sur le tracé du pipeline.

62 La *vietnamisation*, c'est la stratégie employée à partir de 1968 par les américains pendant la guerre du Vietnam, qui consista à faire porter l'essentiel du poids de la guerre à des soutiens autochtones, afin de limiter le nombre de morts américains, et donc le coût politique de la guerre.

63 Officier britannique spécialiste dans l'entraînement de forces spéciales d'assaut. Après la Palestine, il va créer des forces britanniques de sabotage qui vont être utilisées pour combattre les japonais dans la jungle de Birmanie pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il était effectivement célèbre pour ses propos racistes envers les « *sales arabes* ».

Cet officier britannique, que les soldats israéliens considèrent comme le vrai fondateur de l'armée israélienne, se concentra particulièrement sur ces problèmes de pipeline. Ces problèmes de pipeline le conduisirent néanmoins à employer le terrorisme et l'assassinat ciblé, et Wingate prit sur lui de former des officiers à Ain Daur (parmi lesquels se trouvait Dayan<sup>64</sup>) pour ce genre d'opérations.

On ne saurait douter du fait que Wingate était, en plus d'un officier compétent, un impérialiste compétent et qu'il disposait d'une haine raciale illimitée envers les Arabes. Les biographies de personnes de son entourage montrent clairement qu'il aimait tuer et torturer les paysans Arabes et qu'il prenait plaisir à les humilier autant qu'il le pouvait.

Par l'intermédiaire de personnalités comme celle de Wingate, par l'intermédiaire de leaders réactionnaires comme l'Emir Abdallah, les Britanniques faisaient du mouvement sioniste une tête de pont pour leurs intérêts, d'un point de vue aussi bien économique que militaire. Tout ceci fut accompli avec la conviction profonde des intéressés que la direction du mouvement nationaliste palestinien n'était pas suffisamment révolutionnaire pour faire face à une telle alliance.

Le mouvement nationaliste palestinien se trouvait au milieu de tout ça, paralysé par les facteurs subjectifs dont nous avons parlé plus haut et placé par les violentes attaques britanniques et sionistes dans une situation très difficile à l'aube de la seconde guerre mondiale. Les affirmations de certains historiens que les arabes avaient « cessé » leur révolte pour permettre aux Britanniques de combattre les nazis sont naïves, et sont incorrectes factuellement, ce qui est aussi démontré par le fait qu'Hajj Amin al-Husseini se réfugia en Allemagne nazie durant la guerre.

Nous avons donc proposé ici une description claire de la situation sociale et politique des années 1936-1939. C'est à partir de cette situation et de ses mouvements dialectiques, que nous pouvons expliquer la stagnation du mouvement palestinien pendant la guerre. À la fin de la guerre, le mouvement nationaliste palestinien avait été maté: sa direction était dispersée et en fuite, sa base affaiblie et le tissu social qui le nourrissait usé et finalement désintégré par les changements rapides se produisant dans la société palestinienne. On ne saurait non plus oublier l'échec de sa direction et des partis la constituant à organiser et à mobiliser une réponse, ni la faiblesse et l'hésitation de la gauche, ni, pour finir, la désorganisation du mouvement nationaliste dans les pays arabes voisins.

Le mouvement sioniste avait donc une voie parfaitement dégagée devant lui à la fin des années 40, bénéficiant qui plus est d'un climat international extrêmement favorable dû à l'atmosphère psychologique et politique entourant le massacre des Juifs par Hitler. Les régimes arabes environnants n'étaient que des régimes bourgeois confrontés à des grands problèmes historiques sans avoir de réel pouvoir, aucune force gauchiste à l'intérieur de la société juive de Palestine ne pouvait amener la société dans une autre direction que celle de l'invasion coloniale. La gauche palestinienne perdit peu à peu l'élan qu'elle avait pu acquérir pendant les années 30 à cause de son incapacité à arabiser le Parti, mais aussi à cause des changements de la ligne du Komintern. Comme mentionné précédemment, la gauche communiste devint par ailleurs de plus en plus victime de la répression exercée par la direction arabe après son échec<sup>65</sup>. Tout ceci permit au mouvement sioniste du milieu des années 40 de s'engager dans un conflit ouvert avec son ancien allié le colonialisme britannique. En 1947, les circonstances étaient donc favorables, et le sionisme était prêt à récolter les fruits de la défaite arabe de 1936, ce qu'il n'avait pu faire plus tôt à cause de la guerre. La seconde phase de la défaite palestinienne (de 1947 à 1948) fut donc incroyablement courte puisqu'elle n'était que la conclusion du précédent chapitre, long et sanglant, d'avril 1936 à septembre 1939.

*G. Kanafani, janvier 1972*

---

<sup>64</sup> Moshé Dayan, futur héros de guerre israélien, ministre de la défense pendant l'écrasante victoire israélienne de 1967.

<sup>65</sup> Les assassinats de Mitri et de Taha, page 12 du texte.